

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 549
Juin-Juillet-Août 2023

60^e année - 1,5 € / 3 CHF /
£1,5 / 10 DA / 1000 DT / 5
DH / 300 CFA / 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Méthodes, moyens, objectifs de classe: quésaco?
- Emeutes dans les quartiers prolétariens
- Les réactions aux émeutes
- Espagne. Grève des métallurgistes à Vigo
- Tchéquie. Face à une «semaine de protestation» impuissante
- Les massacres en mer. Pylos après Cutro
- Algérie. «Le communiste international pour le soulèvement révolutionnaire»
- Réédition de «Dialogue avec les Morts»
- A propos de la guerre en Ukraine

La lutte contre les violences policières ne peut être menée réellement que sur une base anticapitaliste !

L'assassinat de Nahel a provoqué la révolte des jeunes des quartiers prolétariens dans toute la France, jusque dans les plus petites villes après qu'une vidéo ait démontré le mensonge des policiers. Ce crime n'est que le dernier d'une interminable liste (1); il s'inscrit dans une pratique généralisée de vexations, de répression et d'oppression des «forces de l'ordre» bourgeois en particulier contre les jeunes prolétaires et notamment s'ils sont d'ascendance étrangère : le racisme de la police n'est plus à démontrer. La bourgeoisie impérialiste française qui pille les richesses des pays sous sa domination, utilise depuis toujours pour diviser la classe ouvrière un **racisme d'Etat** alimenté par des campagnes d'opinion et des lois anti-immigration à répétition. Il s'agit de désigner un bouc-émissaire aux problèmes sociaux des prolétaires tout en accroissant la pression sur une partie de

(Suite en page 4)

Le sabotage prémédité de la lutte Tirer le bilan du mouvement contre la réforme des retraites

« Nous allons maintenant utiliser tous les leviers à notre disposition pour continuer à dénoncer et empêcher l'application de cette réforme violente, injuste et injustifiée. Nous allons nous battre pour gagner par la fenêtre ce que nous avons perdu par la porte. »
(1). Il était temps ! C'est à demi-mot que Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT, admet la nécessité de mettre un terme à un mouvement à l'ampleur indéniable, mais qui ne cessait de s'épuiser depuis le mois d'avril, entre manifestations-promenades à répétition – elles furent 14 au total – faux espoirs placés sur les décisions du Conseil constitutionnel ou des divers groupes d'opposition et «casserolades».

Alors que la majorité des prolétaires

admettaient, avec colère, que le mouvement avait échoué et qu'il était désormais temps de tirer les leçons de l'échec, les dirigeants syndicaux continuaient d'affirmer obstinément que rien n'était perdu et que le gouvernement pouvait encore retirer sa réforme : en refusant de reconnaître la défaite les dirigeants syndicaux voulaient éviter de se voir reprocher l'échec de leurs orientations. Or, aussi pénible cela soit à admettre pour tous les prolétaires qui se sont engagés avec force dans ce mouvement, personne ne peut nier que celui-ci s'est soldé, à nouveau, par une défaite complète (2).

Le plus important n'est pas là. Certes, pour des milliers de prolétaires, c'est

(Suite en page 2)

Lettre d'Italie L'ancien «Cavaliere» est mort, mais pas le berlusconisme

L'Italie moutonnaire a eu une nouvelle fois l'occasion de ne pas se renier. Tous les plus hauts représentants des institutions ont honoré leur excellent défunt, du Président de la République, le distingué, très catholique, «garant» de la Constitution «la plus belle du monde» et belliciste Mattarella, à Meloni la présidente du Conseil, la nouvelle star du «gouvernement d'action», de tous les encravatés du gouvernement et du sous-gouvernement aux hommes d'affaires de toutes espèces, de tous les bénéficiaires des millions accordés par Berlusconi pour se plier à ses desirs à l'immanquable troupe des tifosi du «grand Milan qui a tout gagné» - et qui ne pouvaient pas ne pas voter pour lui - et à tous les larbins des formations politiques construites par Berlusconi (du Popolo della libertà à Forza Italia). Berlusconi est mort, mais ses héritiers - la vaste cour des politiciens de tous bords - continueront à appliquer et à subir le «berlusconisme», c'est-à-dire l'affairis-

me directement favorisé par les pouvoirs forts, politiques, économiques et financiers.

Tous sont d'accord sur un point, de tout l'arc constitutionnel de la droite à la gauche: Berlusconi a profondément marqué la politique italienne. Pour Mattarella, «il a été un grand leader politique qui a marqué l'histoire de notre République, en influençant les paradigmes, les coutumes et les langages» (1). Tous ont intrigué avec lui et avec ses partis, tous se sont prosternés devant le pouvoir de ses télévisions et, lorsqu'ils étaient au gouvernement, ont loué la télévision publique aux intérêts du «cavaliere».

En trente ans, il a laissé sa marque, c'est sûr, et quelle marque ! Il a transféré dans l'arène politique ses grandes qualités de vendeur et d'entrepreneur, sa ténacité dans la poursuite des objectifs qu'il se fixait de temps à autre, en

(Suite en page 15)

Le sabotage prémédité de la lutte Tirer le bilan du mouvement contre la réforme des retraites

(Suite de la page 1)

une véritable torture, une mort à petit feu, que de devoir travailler deux années de plus avant d'échapper enfin à la terrible poigne du travail aliénant. Mais, comme l'écrivaient Marx et Engels dans le *Manifeste du Parti communiste*, «*Le résultat véritable des luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs.*» (3). L'important n'est donc pas le succès ou l'échec de tel ou tel mouvement mais bien plutôt le rôle que peut jouer la lutte dans le renforcement de l'unité et de la combativité du prolétariat qui peut prendre conscience de la nécessité d'abattre aussi bien ses véritables ennemis – la bourgeoisie – que ses faux amis – partis de gauche, «*extrême gauche*» et bureaucraties syndicales. Cela implique de tirer un bilan sans complaisance de cette défaite et de l'opposer à toutes les fausses leçons qui n'ont pas tardé à être mises en avant par les différents protagonistes du mouvement.

Au premier rang de ceux-ci l'intersyndicale et l'opposition parlementaire de gauche qui prétendent que c'est la faiblesse de l'implantation syndicale en France – heureusement atténuée par l'entrée selon eux de près de 80 000 travailleurs dans la CGT et la CFDT dans le cadre du mouvement (4) –, ainsi que le non-respect de la démocratie qui seraient les principales raisons de l'adoption de la réforme. C'est l'une des tâches de l'avant-garde communiste que de contribuer à clarifier les véritables causes de cet échec et à mettre en avant les nécessités qui s'imposent au prolétariat si celui-ci veut, à court terme, remporter des victoires sur la bourgeoisie, et à long terme abattre cette classe et le mode de production capitaliste pour le remplacer par une société communiste. C'est ce que cet article se propose de faire en revenant sur ces six mois de lutte des classes.

UNE « REFORME » ANTI-OUVRIERE DANS UN CONTEXTE DE CAPITALISME EN CRISE

Le capitalisme fait aujourd'hui face à une multitude de crises, notamment sur le plan économique, qui viennent affecter sa rentabilité. Il lui est dès lors nécessaire de s'attaquer au prolétariat pour reporter les effets de ces nombreuses crises sur ses conditions de vie. C'est dans ce contexte général que s'inscrit cette énième attaque anti-ouvrière, entre la baisse drastique des indemnités des chômeurs et le durcissement des

conditions permettant de toucher le RSA. Ainsi, comme nous l'affirmions dans notre prise de position du 17 janvier 2023, «*la «réforme» des retraites s'inscrit dans l'aggravation générale et continue des attaques capitalistes contre les prolétaires. Les pensions de retraite ne sont pas un «droit» ou un cadeau de l'Etat, mais elles font partie du «salaire indirect» – la part du «salaire réel» qui n'est pas directement versée aux travailleurs mais qui est redistribuée sous la forme des prestations sociales – appelé aussi «charges sociales». Depuis des années, répondant aux volontés des capitalistes, les gouvernements, de gauche comme de droite, se sont employés à réduire ces «charges», réduisant ainsi le «salaire réel» et accroissant du même coup les profits, avec en conséquence la diminution des prestations sociales. Les difficultés du capitalisme face à une crise qui s'amplifie le conduisent à accroître toujours plus la pression sur les salaires et l'exploitation des prolétaires.*» (5). C'est également dans ce contexte que doit être prise en compte l'inflation, c'est-à-dire la baisse du salaire réel des prolétaires. Enfin, bien qu'encore limitée dans son impact, la militarisation intensive des États capitalistes, renforcée par la guerre en Ukraine, suppose également de faire payer le prolétariat. Cette articulation entre ces deux dimensions n'est pas une vue de l'esprit. Il fut ainsi particulièrement éducatif pour les prolétaires d'apprendre, alors même que la «réforme» des retraites était justifiée par la nécessité de combler un déficit de 13,5 milliards à l'horizon 2030, que Macron annonçait une hausse du budget militaire de 400 milliards d'euros sur sept ans (6). Rien ne pouvait mieux montrer toute l'hypocrisie d'un gouvernement dont le seul objectif est de diminuer drastiquement le montant des pensions.

LA REPONSE DU PROLETARIAT : ENTRE PASSIVITE ET IMMENSES FAIBLESSES

Face à une telle attaque, il était évident que la classe ouvrière allait réagir. Et force est de constater, malgré toutes les difficultés auxquelles cette dernière est confrontée dans un contexte de forte inflation, que cette réponse fut massive. Ainsi, si l'on dresse un bilan numérique des 14 journées d'action qui parsemèrent ce mouvement de luttes entre le 19 janvier et le 6 juin, ce sont toujours entre 900 000 et 3,5 millions de personnes qui manifestent d'après les chiffres des syndicats, et entre 281 000

et 1,280 million selon le ministère de l'Intérieur. Il s'agit de chiffres qui n'ont pas été vus depuis des années, mais surtout, qui sont parvenus à se maintenir sur plusieurs mois, y compris après l'adoption officielle de la réforme des retraites par le Parlement. Ils témoignent ainsi de la profonde colère d'une classe qui a été confrontée successivement à la pandémie et à son contrôle social total, l'inflation, et une série d'attaques de la part des gouvernements bourgeois, et ce à l'échelle mondiale. Mais, en parallèle, cette même classe ne s'est toujours pas remise des profondes défaites produites par des décennies de contre-révolution, d'où l'absence de véritables perspectives à ces luttes, et l'absence d'écho des positions communistes. Dès lors, il n'est guère étonnant de constater que dans le cadre de ce mouvement, la classe ouvrière a été sujette à d'immenses faiblesses, se manifestant par une série de pièges et d'obstacles qu'elle n'a pas eu la force de surmonter.

Le piège du syndicalisme collaborationniste : unité syndicale, grèves par procuration et actions-spectacles

Témoignage éloquent de la conscience parmi les chiens de garde de la bourgeoisie, de la combativité du prolétariat, les directions syndicales ont élaboré une nouvelle stratégie, en rupture notable avec les orientations antérieures. Ainsi, alors qu'il était d'usage d'assister à une séparation des tâches entre syndicats dits «réformistes» (CFDT, UNSA, CGE-CGC, CFTC), partisans de la concertation avec le gouvernement et de l'acceptation dans les grandes lignes des principales attaques anti-ouvrières, et syndicats dits «combatifs» (CNT, CGT, SUD, FSU, partiellement FO) opposés officiellement à ces attaques et prônant parfois des actions de lutte, comme les grèves et les blocages, on a vu pour la première fois depuis des années la constitution d'un véritable front unique syndical, regroupant l'ensemble du paysage syndical français, des deux CNT «anarcho-syndicalistes» à la CFTC, démocrate chrétienne. Il s'agissait ainsi de faire face à la défiance vis-à-vis des syndicats, qui avait pris en décembre dernier la forme spectaculaire d'une grève sauvage à la SNCF, ayant immédiatement obtenu satisfaction. En se présentant unies les organisations syndicales donnaient aux prolétaires l'impression d'une force puissante et nourrissaient la confiance envers l'orientation qu'elles donnaient au mouvement. De plus cette unité et la démonstration de leur capacité à organiser une mobilisation massive mais bien contrôlée, laissaient espérer aux directions syndicales que le gouvernement ferait quelques concessions sur lesquelles elles pourraient s'appuyer

pour conclure le mouvement sans y perdre des plumes. Contrairement à ce qu'affirmait le logiciel gauchiste consistant à crier à la prochaine trahison de la CFDT, on a vu un Laurent Berger assumer le rôle d'opposant n°1 à la réforme et même appeler à «mettre le pays à l'arrêt» ! Par ailleurs, sensibles au mécontentement qui se faisait jour devant la «frilosité» de l'intersyndicale, certaines fédérations ou unions départementales ont prôné ou laissé faire des actions à prétention spectaculaire (en réalité, elles relevaient bien plus du spectacle que d'une prétendue action directe), comme les coupures d'électricité dans certaines entreprises, les occupations de ronds-points, etc. Toutes ces actions visaient à faire croire à la classe ouvrière que le syndicalisme collaborationniste, éventuellement sous une forme un peu plus combative constituait une véritable arme entre ses mains. Le piège a fonctionné ; il n'y a pas eu de «débordement» notable ni d'opposition sérieuse à l'orientation de l'intersyndicale, même quand son échec devenait patent. Et Sophie Binet pouvait affirmer avec satisfaction dans sa tribune-bilan que ce mouvement a permis de «remettre le syndicalisme au centre». C'est vrai pour la bourgeoisie qui a pu constater l'efficacité des pompiers sociaux ; pour les prolétaires, il a permis de constater que ce **syndicalisme collaborationniste** était au **centre de la défaite** !

En contrepoint de ce constat, il faut relever que les grèves, y compris dans les secteurs «stratégiques» plus combattifs (SNCF, raffineries,...) ont été relativement peu suivies, en particulier si l'on compare au mouvement dans les raffineries de l'automne 2022. Les prolétaires de ces secteurs, échaudés par les expériences récentes (échec des grèves à la SNCF abandonnées par les syndicats en 2019) et pas vraiment convaincus de la détermination des syndicats n'ont pas voulu se lancer seuls dans la grève. La tactique traditionnelle visant à laisser s'épuiser les travailleurs combattifs dans les luttes isolées a assez peu fonctionné, à l'exception des éboueurs parisiens.

L'obstacle de l'«extrême» gauche : du soutien à l'intersyndicale au mythe de la grève générale

Outre les bureaucraties syndicales, on compte également parmi les faux amis de la classe ouvrière les groupes pseudo-révolutionnaires, trotskistes, staliens et anarchistes. La plupart se sont alignés sur l'intersyndicale ; critiquant parfois ses «insuffisances», ils n'ont jamais combattu ses orientations fondamentales ; se contentant dans le «meilleur» des cas de vouloir la pousser à «aller plus loin», ils n'ont jamais

été en réalité que ses **auxiliaires** empressés à maintenir les prolétaires à sa remorque. Mais l'un d'entre eux a semblé se distinguer et il a particulièrement attiré l'attention - en particulier des médias bourgeois -, le groupe trotskiste Révolution Permanente (RP), scission «de gauche» du NPA. Ce groupe, soutenu par des figures médiatiques comme l'économiste Frédéric Lordon ou l'ancienne actrice Adèle Haenel, fut ainsi à l'origine d'un prétendu «réseau pour la grève générale». L'initiative pouvait séduire les prolétaires déçus du modérantisme de l'intersyndicale et à la recherche d'un rapport de force plus puissant. Mais s'il critiquait l'intersyndicale pour sa mauvaise «stratégie» RP ramenait dans les faits les prolétaires dans l'orbite des syndicats collaborationnistes ; son «réseau» se voulait en réalité un organe de pression sur ces derniers pour les amener à changer de «stratégie». Pour RP si les syndicats l'avaient voulu, ils auraient réellement pu bloquer le pays. Il n'explique pas que s'ils ne l'ont pas voulu, c'est parce que ces appareils syndicaux sont complètement intégrés dans le réseau bourgeois de la collaboration de classe et du maintien

de la paix sociale. Ils sont «par nature» opposés à tout ce qui risque de mettre en péril la bonne marche du capitalisme, donc à la lutte de classe véritable. Une grève générale dirigée par eux ne se terminerai que par une défaite. D'ailleurs, l'intersyndicale avait, à demi-mots, appelé à la grève générale, sans bien entendu rien organiser et cet appel est resté lettre morte : ce n'était que de la poudre aux yeux pour déminer le terrain et faire croire à la détermination des syndicats.

Plus généralement, il est un mythe dont le prolétariat doit se garder, c'est celui de la grève générale dans sa version gauchiste. Alors que la grève générale ou la grève de masse, lorsqu'elle est dirigée sur des orientations classistes (voire lorsqu'elle s'inscrit dans la tactique insurrectionnaliste du parti d'avant-garde), exprime la force du prolétariat à l'offensive, celles-ci peuvent également se transformer en piège lorsqu'elles sont menées pour des objectifs contraires à ceux du prolétariat et par des groupes dont les intérêts lui sont radicalement opposés.

(Suite en page 4)

«Bilan de la lutte contre la «réforme» des retraites. Nécessité d'une orientation de classe dans les luttes prolétariennes»

(Brochure «le prolétaire»; N° 37; Juin 2023; A5; 56 p.; 2 €/4 CHF)

Sommaire

- La lutte contre la réforme des retraites. Enseignements d'une défaite
- Méthodes, moyens, objectifs de classe : quésaco ?
- «Révolution Permanente» ou la permanence du réformisme
- A l'«extrême» gauche : suivisme et opportunisme démocratique
- Assez de manifestations-promenades ! Seule la lutte de classe prolétarienne peut être victorieuse !
- Face à l'échec de la tactique syndicale, une seule alternative : la lutte de classe anticapitaliste !
- Après le regain de la mobilisation, les dirigeants syndicaux réparent l'enterrement du mouvement Les prolétaires doivent prendre la lutte en mains !
- Non à la «démocratie sociale» ! Oui à la lutte de classe contre le capitalisme !
- Après la faillite de l'orientation pacifiste et légaliste des organisations collaborationnistes, la solution n'est pas les grèves isolées ou les blocages ponctuels, mais la lutte générale de classe anticapitaliste !
- La tactique temporisatrice des organisations collaborationnistes ne mène qu'à la défaite. Pour vaincre une seule solution : la lutte de classe !
- Face aux capitalistes et à leur Etat les manifestations-promenades ou le blocage

ge ponctuel de l'économie ne suffisent pas : la véritable lutte de classe est nécessaire !

- Luttés contre les «réformes» des retraites et reprise de la lutte de classe
- Retraites, chômage, inflation... Pour la reprise de la lutte de classe contre toutes les attaques capitalistes !
- Le gouvernement continue ses attaques, les syndicats isolent et saucissonnent les luttes
- Assez d'éternelles «journées d'action» ! Lutte ouverte de classe contre les patrons et l'Etat bourgeois !
- *Annexe*: Non au piège de la défense du service public! Oui à la lutte et à l'unité de classe!

le prolétaire
parti communiste international (programme communiste)



Bilan de la lutte contre la «réforme» des retraites
Nécessité d'une orientation de classe dans les luttes prolétariennes

Juin 2023 **37**

Tirer le bilan du mouvement contre la réforme des retraites

(Suite de la page 3)

Le piège démocratique : votes parlementaires, 49.3 et conseil constitutionnel

Un indice supplémentaire, s'il en était besoin, de la faiblesse actuelle de la classe, nous est donné par la réaction massive et le regain du mouvement suite à l'adoption de la réforme des retraites au Parlement dans le cadre de l'article 49.3 de la Constitution, qui consistait à engager la responsabilité du gouvernement sur le texte de loi et, donc, à faire adopter celui-ci à moins qu'une motion de censure ne soit votée. Les oppositions parlementaires ont tout naturellement crié au coup de force anti-démocratique, rencontrant un certain écho, notamment auprès de la jeunesse étudiante, qui s'est massivement engagée dans la lutte à la suite de cet épisode parlementaire plus qu'ordinaire. Ce fut donc l'occasion pour les partis de gauche, notamment la NUPES de Mélenchon, de présenter leur dernière recette miraculeuse, la 6e République avec sa nouvelle constitution qui serait plus démocratique et qui, partant, devrait améliorer grandement la vie

de la classe ouvrière sans qu'il soit nécessaire de passer par la révolution et de la destruction du mode de production capitaliste. S'engouffrant dans la brèche, l'intersyndicale a placé tous les espoirs du mouvement dans les décisions du Conseil constitutionnel qui aurait dû, ô misère du légalisme bourgeois, déclarer la loi inconstitutionnelle en vertu du principe selon lequel il n'aurait dû s'agir que d'un projet de financement de la sécurité sociale. Manque de chance ! Le conseil constitutionnel a non seulement validé la loi mais, en outre, il a rejeté le «référendum d'initiative partagée», dernier gadget démocratique en date, au grand dam de l'opposition de sa majesté. Enfin, pour couronner cette mystification démocratique, l'intersyndicale et l'opposition ont espéré obtenir une victoire grâce à proposition de loi du groupe LIOT qui devait abroger la réforme. Énième preuve de l'inutilité totale des solutions parlementaires et légalistes, cette proposition de loi a été déclaré irrecevable et n'a même pas été mise au vote. Si ce petit épisode ne fait que confirmer cette thèse classique du marxisme, il n'a pas fallu longtemps à nos mystificateurs de toutes sortes

pour affirmer que, loin de décrédibiliser la solution démocratique, c'est bien plutôt le manque de démocratie qui est responsable de cet échec. Bilan provisoire : un renforcement certain des illusions démocratiques au sein de la classe ouvrière, obstacle de taille dont le prolétariat devra se défaire

L'obstacle étatique : hausse de la répression et violences spectaculaires

Enfin, le dernier obstacle auquel a été confrontée la classe ouvrière dans le cadre de ce mouvement est celui de la répression policière particulièrement intensive, en particulier à partir du tournant de l'adoption de la loi, qui a donné lieu à des manifestations «spontanées», caractérisées par une volonté d'en découdre avec la police, des feux des poubelles, l'incendie de préfectures ou d'hôtels de ville et l'objectif d'épuiser les forces de répression de l'État bourgeois lors de manifestations sauvages nocturnes. Les traditionnels «black blocs», ces groupes composites antifascistes, anarchistes et autonomes, se sont également manifestés selon leur habitude en accompagnant les manifestations syndicales de vaines actions violentes (bris d'abribus et de vitrines, guéguerre avec les flics).

Ces actions violentes ne pouvaient constituer une alternative aux orienta-

La lutte contre les violences policières ne peut être menée réellement que sur une base anticapitaliste !

(Suite de la page 1)

la classe ouvrière, pour affaiblir les capacités de résistance de celle-ci.

Tous les prolétaires sont en fait sujets aux intimidations de l'État bourgeois, et tous sont la cible potentielle de la répression dès qu'ils s'opposent aux entreprises gouvernementales et aux intérêts capitalistes, comme l'ont démontré les divers mouvements récents de lutte : les Gilets Jaunes, la lutte contre la réforme des retraites, Sainte-Soline, les piquets de grève attaqués par la police ou dernièrement la répression des émeutes. Si la répression s'est intensifiée sous le gouvernement actuel, elle a été pratiquée sous tous les gouvernements précédents, de gauche ou de droite ; la loi qui facilite l'usage des armes lors des contrôles routiers a été ainsi promulguée par le gouvernement socialiste Hollande Valls (sous prétexte de lutte contre le terrorisme!). Sans remonter plus loin, cela fait des décennies que des crimes policiers défrayent régulièrement la chronique et

que leurs auteurs sont la plupart du temps absous par la justice.

LES VIOLENCES POLICIÈRES ET LA RÉPRESSION SONT CARACTÉRISTIQUES DU RÉGIME CAPITALISTE. ELLES DISPARAÎTRONT AVEC LUI !

Les violences policières ne sont pas des « bavures », des « exceptions regrettables » mais les conséquences nécessaires et voulues du rôle de la police dans cette société quelle que soit la couleur politique du gouvernement : défendre l'ordre bourgeois et le système capitaliste, avant tout contre le prolétariat et tous les opprimés. La lutte contre les violences policières ne peut donc se mener que dans une perspective anticapitaliste et prolétarienne. Le faire au nom de la démocratie et en demandant gentiment au gouvernement de la bourgeoisie qu'il « entende » les revendications et prenne des « mesures concrètes » pour réformer la police est une absurdité complète. Pire, c'est désarmer

les prolétaires, jeunes ou vieux, en leur faisant croire qu'il serait possible d'obtenir des concessions autrement qu'en les arrachant par la lutte ouverte. La crainte de déclencher la colère prolétarienne sera toujours un frein beaucoup plus puissant aux exactions des hommes de main de la bourgeoisie que les appels pacifiques au gouvernement ! Pour en finir avec les violences policières et tous les crimes bourgeois, la seule voie non illusoire est celle de la reprise de la lutte de classe révolutionnaire organisée contre le capitalisme.

Les premiers pas immédiats sont le soutien aux victimes de la répression et la solidarité envers tous les prolétaires menacés, indispensables pour souder les rangs prolétariens face à la bourgeoisie et à son État. Les pas suivants passeront par la réorganisation classiste du prolétariat et la reconstitution de son parti révolutionnaire pour mener le combat jusqu'au renversement du capitalisme assassin !

15/07/2023

(1) Un site spécialisé a recensé plus de 5000 cas plus ou moins graves de violences policières en moins de 4 ans – chiffre en dessous de la réalité. Cf violencespolicieres.fr

tions, pacifistes et légalistes, de l'intersyndicale même si elles ont pu être vues avec sympathie par les prolétaires les plus combatifs frustrés du manque de résultat de leur mobilisation. Elles ne pouvaient être qu'une diversion par rapport au besoin d'adopter des nécessaires orientations et méthodes de lutte, que nous détaillons dans un autre article. Ces violences, à vrai dire limitées mais auxquelles la presse étrangère consacra de nombreux reportages sur une France en train de brûler (7), furent le prétexte utilisé par l'État pour renforcer sa politique de répression, avec des gardes à vue et emprisonnements abusifs. Au point que le conseil d'État fut forcé, après avoir été saisi par des avocats démocratico-humanistes, de censurer la décision du ministère de l'Intérieur de catégoriser comme un délit toute participation à une manifestation non déclarée. L'ONU elle-même trouva nécessaire, pour maintenir les illusions sur la démocratie bourgeoise de condamner le recours à la force de l'État français, jugé excessif. Comme si la bourgeoisie pouvait faire autrement que de mater quand elle juge nécessaire, le prolétariat en lutte par le fer et par le sang !

Cependant, malgré l'ampleur de la répression, il est important de constater que la mobilisation n'a pas faibli, notamment en termes quantitatifs : la peur de la violence et de la police a peu fonctionné ; mais d'un autre côté il n'y a pas eu d'indignation notable devant l'absence de solidarité effective de l'intersyndicale face aux réquisitions de grévistes, aux attaques de piquets de grève ou à la répression de manifestants, ni de tentatives à la base de se mobiliser sur ce thème. C'est une grave faiblesse dans le contexte de durcissement de la réponse sécuritaire et de militarisation de l'État (comme on l'a vu à Sainte-Soline et lors des récentes émeutes) qui ne manquera pas d'avoir des conséquences dans les luttes futures tant qu'elle ne sera pas surmontée.

QU'AUURAIT-IL FALLU FAIRE ?

Depuis le début du mouvement, nous avons, dans une série de tracts, tenu à rappeler aux prolétaires les méthodes classistes de lutte qui, si elles ne sont pas une garantie certaine de victoire, restent néanmoins les seules armes à la disposition de la classe ouvrière dans sa lutte contre la bourgeoisie. Les principales nécessités sont au nombre de deux : l'auto-organisation de la lutte sur des bases de classe et son extension. Concernant le premier aspect, il est désormais clair que la classe ouvrière a laissé tout au long du mouvement l'initiative entre les mains de l'intersyndicale, sans participation à des assemblées générales pour rassem-

bler tous les prolétaires en lutte, et décider de l'orientation du combat, en appelant notamment à des grèves illimitées sur des objectifs clairs et susceptibles de s'étendre à l'ensemble de la classe. Il en est de même concernant l'absence de comités de grève autonomes organisant le blocage des lieux de travail par des piquets de grève et se coordonnant à toutes les échelles dans le but de rendre concrète l'extension de la lutte et la généralisation des grèves et des occupations.

Car c'est également cette deuxième dimension qui a manqué. Les quelques grèves qui ont été menées étaient organisées sur des orientations et des mots d'ordre corporatistes et localistes, exigeant du gouvernement la prise en considération de critères comme la pénibilité du métier – alors que c'est le travail lui-même qui est pénible ! - ou le caractère excédentaire des caisses de retraite – comme l'a fait le syndicat CGT d'EDF. De même, alors que ce mouvement s'est caractérisé, à l'exception de quelques luttes minoritaires, par une adhésion globale à une méthode de lutte légaliste, le prolétariat ne doit pas craindre, s'il veut l'emporter, de rompre avec la légalité, en s'opposant notamment aux réquisitions en refusant de respecter le dépôt de préavis (comme l'ont fait les travailleurs du Technicentre SNCF de Châtillon).

En résumé, ce qui était nécessaire, et qui le restera dans de futures luttes, c'était de faire un choix clair entre une orientation de collaboration des classes, encadrée par les syndicats collaborationnistes et condamnée à échouer, et une ligne de lutte véritable, classe con-

tre classe ! Si cette perspective peut sembler démesurément optimiste aujourd'hui, c'est bien la seule solution, celle à laquelle les prolétaires d'avant-garde doivent se préparer et préparer leurs camarades de travail.

(1) «[Tribune] Réforme des retraites : rien ne sera plus comme avant», 16 juin 2023, en ligne : <https://retraite.cgt.fr/actualites/tribune-reforme-des-retraites-rien-ne-sera-plus-comme-avant>

(2) Il n'y a guère que le CCI pour parler de la « précieuse victoire » du mouvement cf. tract du 6/06/2023

(3) Karl Marx et Friedrich Engels, *Le Manifeste du Parti communiste*, 1848, en ligne : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe1847000a.htm#sect1>

(4) Réforme des retraites : rien ne sera plus comme avant, art. cité.

(5) Voir sur notre site internet, «Retraites, chômage, inflation... Pour la reprise de la lutte de classe contre toutes les attaques capitalistes!»

(6) *Le Point*, «Macron promet aux armées un budget en hausse à 400 milliards d'euros sur sept ans», 20 janvier 2023, en ligne : https://www.lepoint.fr/politique/macron-presente-une-loi-de-programmation-militaire-2024-30-de-transformation-des-armees-20-01-2023-2505484_20.php

(7) Voir par exemple l'article suivant : <https://www.news.com.au/world/europe/france-burning-as-violent-pension-reform-protests-cause-fuel-shortages-mass-arrests/news-story/f2fa810e1234c23a75aa5f52fd88afda>

Méthodes, moyens, objectifs de classe : quésaco ?

Dans la situation actuelle, après décennies de contre-révolution, les armes et les méthodes classiques de lutte sont ignorées du prolétariat, même quand il est poussé par la force matérielle des affrontements à les reprendre spontanément. Les organisations politiques et syndicales collaborationnistes, y compris «combatives», qui «jouent le jeu du dialogue social» font tout pour l'en empêcher, parfois au nom d'une prétendue efficacité, souvent au nom de la légalité à respecter pour éviter la répression, toujours au nom du sacro-saint principe de la démocratie : les manifestations doivent rester pacifiques pour attirer le plus grand nombre, les «débordements» doivent être évités pour ne pas courir le risque de la répression, les grèves ne doivent pas gêner les usagers, les piquets de grève doivent être seulement

dissuasifs ou filtrants (le mieux est qu'il n'en y ait aucun), les décisions en AG doivent être prises à bulletins secrets et de la façon la plus morcelée possible (encore plus «démocratique» est que les prolétaires se contentent d'obéir à leurs représentants syndicaux !) ; et enfin l'arme ultime est le référendum où les «citoyens», toutes classes confondues, pourraient imposer à coup de bouts de papier leur volonté aux «gouvernants» et à l'État.

Les faits démontrent que ces moyens et ces méthodes en réalité affaiblissent la lutte, voire la stérilisent et la condamnent à l'impuissance : la poussée de la lutte est d'autant plus forte, son élan d'autant plus grand, sa force d'attraction et sa capacité à rencontrer

(Suite en page 6)

Méthodes, moyens, objectifs de classe : quésaco ?

(Suite de la page 5)

la solidarité des autres prolétaires d'autant plus puissantes et, partant, ses chances de succès d'autant plus sérieuses, qu'elle est centrée sur la défense des intérêts prolétariens et **eux seuls** ; c'est-à-dire des intérêts communs à toute la **classe** des «sans-réserves» ne possédant rien d'autre que leur force de travail que, pour toucher un salaire indispensable pour vivre, ils sont obligés de vendre à un patron qui tire son profit de son **exploitation**. En tant que classe exploitée, les prolétaires ont des intérêts distincts et opposés à ceux de la classe des exploités capitalistes et de leurs serviteurs, ainsi qu'à ceux des classes intermédiaires petites bourgeoises ; et pour défendre leurs intérêts il ne faut pas que les prolétaires se laissent arrêter et dévier par de prétendus «intérêts supérieurs» ou «intérêts généraux» comme l'intérêt de l'entreprise, de l'économie locale, régionale ou nationale : ce ne sont là que les intérêts du capital, c'est-à-dire les intérêts de la classe ennemie, la classe exploitée ; les défendre ou les prendre en compte ne peut se faire qu'au détriment de la classe exploitée, au détriment des intérêts prolétariens. **Salaire contre profit, classe contre classe !** Voilà qu'elle doit être la perspective des prolétaires s'ils ne veulent pas rester éternellement soumis aux capitalistes, s'ils veulent avoir la possibilité de s'émanciper de l'esclavage salarié.

Avant même de songer à l'objectif final, qui implique le renversement révolutionnaire du pouvoir capitaliste et l'instauration, sur les ruines de l'Etat bourgeois, du pouvoir dictatorial du prolétariat, cela implique nécessairement pour les luttes de résistance quotidiennes, y compris élémentaires, de suivre des méthodes des moyens et des objectifs adéquats : c'est-à-dire qui renforcent les prolétaires et affaiblissent les patrons capitalistes et leur Etat. Une lutte qui ne met pas en péril les profits ou ne gêne pas la bonne marche de l'économie et le fonctionnement de l'Etat, une lutte qui se fixe l'objectif de s'adresser à l'«*opinion publique*» ou d'être «*entendu*» par le gouvernement, n'est pas une lutte classiste ; ce n'est pas une lutte du tout, mais une simple procession à la manière des absurdes processions religieuses organisées pour intercéder auprès d'un Saint quelconque.

C'est au contraire seulement la mise en action de la puissance de classe du prolétariat qui peut établir un rapport des

forces favorable face aux patrons, à la classe bourgeoisie dans son ensemble et à son Etat. Dans ce but il est indispensable de mettre en avant les méthodes et les moyens qui permettent l'organisation et la mobilisation prolétariennes pour arriver à ce rapport de force :

- la mise au point d'une plate-forme revendicative la plus unifiante possible.
- la grève sans limitation préalable de durée, sans préavis ni respect du «service minimum».

- la direction de la grève par un comité de grève élu en AG et responsable devant celle-ci, et non mis en place par les bureaucrates syndicaux, indépendant de l'influence des organisations collaborationnistes ; la participation de tous les travailleurs à l'organisation et au déroulement de la grève.

- la mise en place de piquets de grève effectifs et massifs et l'occupation des locaux pour interdire l'entrée des non-grévistes de façon à bloquer réellement l'activité et pouvoir résister aux interventions policières.

- la recherche de la solidarité active des autres prolétaires (et non celle du «public» ou des «usagers», toutes classes confondues) notamment contre la répression policière et judiciaire; la mise en place d'une caisse de grève gérée par les grévistes; enfin l'extension la plus large possible de la grève.

Les revendications générales de classe doivent correspondre aux principes qui suivent :

DEFENSE DU SALAIRE

- Augmentation générale des salaires et des pensions pour tous les travailleurs, plus élevée pour les catégories les moins bien payées, permettant d'éviter le recours aux heures supplémentaires!

- Augmentation du salaire minimum, de toutes les allocations et de tous les minima sociaux ! Pas de revenu inférieur au salaire minimum !

- Salaire intégral pour les chômeurs et les licenciés!

- Réduction drastique de la journée de travail pour tous à salaire égal, quelle que soit la catégorie, le secteur ou l'emploi!

- Diminution de l'âge de la retraite, plus forte pour les métiers pénibles et pour les femmes prolétaires !

- Contre le travail précaire, transformation des CDD en CDI !

CONTRE LE CONTRÔLE DE L'IMMIGRATION

- Non à la concurrence entre prolétaires autochtones et migrants !

- A travail égal salaire égal pour les prolétaires autochtones et étrangers !

- Liberté de circulation pour tous les travailleurs et leurs familles !

- Régularisation de tous les sans-papiers !

- Non au délit d'aide aux «clandestins» !

- Non aux expulsions!

- Fermeture de tous les centres de rétention, libération de tous les migrants et sans papiers !

DEFENSE DES CONDITIONS DE VIE, DE TRAVAIL ET DE LUTTE

- Non à l'augmentation de l'intensité et de la durée de la journée de travail!

- Contre la nocivité du lieu de travail et d'habitation, contre le travail de nuit l'augmentation des cadences et des rythmes de travail !

- Contre toutes les discriminations fondées sur l'âge, le sexe, la nationalité!

- Contre toutes les formes de despotisme et de harcèlement sur le lieu de travail et dans la société !

- Pour l'union dans la lutte de tous les prolétaires par dessus les limites de catégorie et de corporation!

- Contre toutes les mesures restreignant l'usage de la grève !

- Non à la soumission des intérêts prolétariens aux besoins de l'entreprise et du marché!

- Contre toutes les formes de collaboration interclassiste entre prolétaires et patrons, entre exploités et exploités!

- Pour la renaissance d'organismes prolétariens de lutte indépendants des appareils et des pratiques du collaborationisme interclassiste !

- Pour la reconstitution du syndicat de classe !

Ceci n'est pas un catalogue revendicatif (nous n'avons pas chiffré les revendications), mais un ensemble non exhaustif de points généraux qui définissent une **orientation de lutte de classe** sur laquelle un mouvement d'ensemble du prolétariat est possible. Il est clair qu'il ne s'agit encore que d'une **lutte de défense** contre l'exploitation capitaliste ; mais cette lutte de défense est indispensable avant d'avoir la force de passer à l'**offensive**, c'est-à-dire à la **lutte révolutionnaire contre le capitalisme** : c'est dans cette lutte, devenue «*l'école de guerre du communisme*» (Engels) que le prolétariat retrouvera ses armes de classe et forgera son unité de combat pour la révolution.

Emeutes dans les quartiers prolétariens

Le capitalisme est responsable des crimes policiers, des oppressions et de la misère. C'est lui qu'il faut combattre, c'est lui qu'il faudra abattre!

Une troisième nuit d'émeutes vient de secouer le pays. Des affrontements plus ou moins violents se sont déroulés dans pratiquement toutes les communes de la région parisienne (et aussi à Paris intra-muros), ils se sont étendus à de nombreuses villes de province grandes ou moyennes : Lille Roubaix Strasbourg Grenoble Lyon Saint Etienne, Marseille, Bordeaux Toulouse, Tours, Rennes Rouen Nantes Nancy Nice Brest Pau Amiens Annecy Macon... la liste est trop longue pour les citer toutes. La mobilisation massive de diverses forces de police (40 000 policiers et gendarmes selon les chiffres officiels), l'arrêt des transports en commun ou les couvre-feux parfois décrétés n'ont pas réussi à maintenir l'ordre dans les quartiers prolétariens. Des dizaines de bâtiments publics, de commissariats ont été attaqués par des jeunes à coups de cocktails molotov ou de pétards de feux d'artifice, des magasins ont été pillés, des véhicules incendiés, tandis que la police tirait en abondance sur les émeutiers des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc ; près de 900 personnes ont été interpellées...

La cause de cette explosion de colère est connue ; le jeune Nahel (17 ans) tué à bout portant lors d'un contrôle de voiture à Nanterre par un policier qui a invoqué la «légitime défense» ; mais une vidéo amateur a montré que le policier n'était pas menacé et que son coéquipier criait «bute-le !» : il s'agissait donc d'un crime. Par la suite des informations de source policière ont prétendu que Nahel avait un casier judiciaire (même «long comme le bras» selon une journaliste d'extrême droite de C. News), sous entendu c'était un petit voyou qui n'a eu que ce qu'il méritait : ces «informations» étaient fausses.

Lorsque le mensonge policier a été avéré, l'exécutif, se souvenant des 3 semaines d'émeutes lors de la «révolte des banlieues» de 2005, a tenté de calmer les choses. Macron a ainsi qualifié d'«inexplicable et injustifiable» l'acte du policier, suscitant la colère de l'extrême droite et du syndicat policier «Alliance», et organisé une minute de silence à l'Assemblée.

Mais ces simagrées n'ont eu aucun effet sur la colère des habitants

«Les jeunes ont raison de se révolter»

Telle est la réaction de nombreux prolétaires de ces quartiers qui ont témoi-

gné devant les caméras (1). Après les premières émeutes Macron a déclaré qu'elles avaient été «marquées par des scènes de violence (...) contre les institutions et la République» qui sont «injustifiables». Mais pour les prolétaires jeunes ou moins jeunes ce qui est injustifiable et de plus en plus en plus insupportable, c'est la situation dans laquelle ils se trouvent imposée en dernière analyse par ces institutions et cette République bourgeoises ! Au-delà du crime policier c'est cette situation qui engendre la révolte.

Les démocrates incriminent une loi du gouvernement socialiste passée en 2017 pour faciliter l'usage des armes par la police lors des contrôles routiers et ils plaident, sans rire, pour une meilleure «formation des policiers à la défense des Droits de l'Homme». S'il est vrai que depuis lors on enregistre en moyenne une personne tuée par la police chaque mois en France dans ces circonstances (contre une en 10 ans en Allemagne !), les crimes policiers n'ont pas attendu cette loi pour être commis : en font foi les nombreuses affaires de violences policières qui secouent régulièrement la chronique et qui se terminent le plus souvent par l'acquittement des policiers. Les discours sur une «*police au service des citoyens*» ne sont que de tristes phrases creuses : le rôle fondamental de la police est de défendre l'ordre bourgeois par la violence, potentielle ou ouverte, et elle est au service de la violence des rapports sociaux capitalistes basés sur l'exploitation.

La lutte contre les violences policières

est inséparable de la **lutte contre le capitalisme**. La puissante flambée de révolte des jeunes des quartiers prolétariens est le désaveu éclatant des politiques légalistes et pacifistes des organisations syndicales et politiques réformistes, adeptes de la collaboration entre les classes. Ces politiques qui ont causé toutes les défaites ouvrières sont responsables de l'impuissance du prolétariat face à la bourgeoisie et à son Etat.

Mais pour être autre chose qu'un brillant feu de paille, qu'une explosion de colère momentanée, la révolte devra trouver la voie de la **lutte révolutionnaire organisée**, de la **lutte de classe contre tout ce système de misère, d'oppression et de répression** qui seule pourra en **venger toutes les victimes**.

Cela ne pourra se faire du jour au lendemain ; sans compter la répression, il y aura beaucoup d'obstacles à surmonter, des récupérations à éviter, de faux amis «de gauche» ou «démocrates» à écarter ; mais en déchirant au moins temporairement l'asphyxiante paix sociale, la révolte spontanée actuelle contribue objectivement à rapprocher cette perspective.

23/06/2023

(1) Voir par exemple: <https://www.leparisien.fr/video/video-je-suis-content-que-les-jeunes-se-revoltent-a-nanterre-des-habitants-tres-en-colere-apres-la-mort-de-nahel-28-06-2023-OHMOZ7V7GFHSJONRQYYFZMOZCI.php>

Les réactions aux émeutes : Entre condamnations brutales et «compréhensions» hypocrites

Pendant des mois lors du mouvement sur les retraites, les dirigeants syndicaux n'ont cessé d'évoquer le risque d'une «explosion sociale» pour convaincre le gouvernement d'accorder des concessions. L'explosion sociale a finalement bien eu lieu, mais, ce n'est pas par hasard, dans un secteur où l'influence des pompiers sociaux est très faible, parmi les jeunes prolétaires ou enfants de prolétaires. Le fait que l'indignation et la colère ressenties par le meurtre policier de Nahel ait entraîné une vague de révolte qui a touché tout le territoire, y compris outre-mer, est le signe de l'in-

tensité des tensions sociales dans le pays. Il est inévitable qu'elles se traduisent tôt ou tard par de nouvelles poussées de lutte et en prévision des futurs affrontements il est important de voir comment les diverses forces ont réagi à ces événements.

Il était inévitable que le gouvernement, les partis de droite et d'extrême droite, les médias et les institutions bourgeoises réagissent avec une furie égale à l'inquiétude ressentie pour le maintien de l'ordre devant cette flambée de ré-

(Suite en page 8)

Les réactions aux émeutes : Entre condamnations brutales et «compréhensions» hypocrites

(Suite de la page 7)

volte des jeunes prolétaires. Répondant 5 sur 5 aux instructions du ministère de la Justice bourgeoise, les juges ont eu la main lourde contre les jeunes arrêtés (3400 interpellations, des centaines de jeunes déferés devant les tribunaux) distribuant à tour de bras des peines de prison fermes

Les syndicats policiers majoritaires «Alliance» et «Unsa-police» ont publié le 30 juin un communiqué martial où ils disaient être «en guerre», «au combat contre ces «nuisibles», «ces «hordes sauvages» face auxquels il fallait «imposer» l'ordre. Il n'y manquait même pas la menace qu'ils pourraient agir seuls si le gouvernement ne réagissait pas suffisamment. Ce ne sont pas des paroles en l'air : à Lorient une milice formée d'une dizaine de militaires (commandos de marine et fusiliers marins de la base navale locale, dans la nuit du 30 juin s'est livrée «pour aider la police» à une chasse et à l'«arrestation musclée» (1) de supposés émeutiers. Le commandement de la base a annoncé avoir ouvert une enquête, mais c'est bien sûr pour la forme : ces militaires n'ont fait que remplir la fonction de l'armée qui est d'être le rempart du capitalisme, en anticipant pratiquement ce dont discutaient alors les autorités : décréter l'«état d'urgence» comme lors des émeutes de 2005...

Les partis de droite ou d'extrême droite, tout en réclamant à corps et à cris un renforcement de la répression, n'ont pas attendu pour trouver la cause des émeutes, qualifiées souvent d'«ethniques», dans l'immigration, voire dans la race des habitants, à l'instar de Retailleau, le président des sénateurs LR, déclarant à propos des Français d'origine étrangère que «pour la deuxième et troisième générations, il y a comme une sorte de régression vers les origines ethniques» (2) !

Rien d'étonnant si ces ennemis ouverts du prolétariat font dans la surenchère répressive mais qu'en est-il de l'autre côté de l'échiquier politique ?

LES ADVERSAIRES DECLARES A L'«EXTREME GAUCHE»

«Lutte Ouvrière» a publié un éditorial où elle se dit «révoltée» contre le meurtre de Nahel. Mais cette prétendue révolte n'est qu'une figure de style pour pouvoir exprimer sa «colère» contre les émeutes, sa condamnation de «la violence destructrice» où elle assimile les émeutiers à des «petits voyous» : «Il y a des jeunes qui vivent la rage au cœur.

C'est ce qui pousse une petite partie d'entre eux à ne rien respecter, à tremper dans des trafics (...). Et c'est cette rage qui a explosé en violence aveugle. La furie destructrice qui a frappé certains quartiers suscite la consternation, le désarroi et même la colère» (...) «Parmi ceux qui ont passé plusieurs nuits à casser tout ce qu'ils avaient à leur portée (...) se retrouvent d'ailleurs de petits voyous et les trafiquants» (3).

La calomnie de LO tombe à plat. Lors des émeutes de 2005 les quartiers qui n'avaient pas bougé étaient ceux «tenus» par les dealers et les trafiquants ; selon la police ce phénomène classique ne s'est pas répété cette fois-ci car les dealers ont été dépassés par l'intensité de la révolte (4). LO termine son article par une profession de foi pacifiste typique de cette organisation : «Nous n'obtiendrons la paix et la justice que lorsque nous enlèverons à cette grande bourgeoisie les commandes de la société». Parler de **révolution** risquerait de consterner ses lecteurs !

Une réaction semblable est celle du CCI. Il a publié le 4 juillet un article intitulé «Face à la barbarie de l'Etat bourgeois, les violences aveugles sont une impasse». C'est là aussi une condamnation des émeutes, «rage aveugle de jeunes sans boussole» qui constituent «un danger pour le prolétariat», entre autres parce qu'elles sont utilisées par la bourgeoisie pour tirer un trait d'égalité entre «la lutte consciente et organisée» et «la violence aveugle et gratuite». Et le CCI donne l'exemple du mouvement contre les retraites ; en instrumentalisant les épisodes de violence en marge des manifestations, «Il s'agissait [pour la bourgeoisie] de tirer un trait d'égalité entre ces deux expressions de luttes sociales, de nature radicalement différente, pour tenter d'en donner l'image d'une continuité et d'un dangereux désordre. L'objectif était de gommer et d'empêcher les ouvriers de tirer les leçons de leurs propres luttes, de saboter la réflexion amorcée sur la question de l'identité de classe». Le CCI se met ainsi du côté d'un mouvement bien ordonné, pacifique et contrôlé par le collaborationnisme syndical, contre le dangereux désordre de la violence des jeunes prolétaires ; «La lutte de classe n'a strictement rien à voir avec les destructions, les incendies, le sentiment de vengeance et les pillages qui n'offrent ni perspective ni lendemains», assène-t-il docement.

Ce n'était pas l'avis de Marx et Engels ; ils écrivaient en 1850 dans l'Adresse à la Ligue des Communistes :

«Bien loin de s'opposer aux prétendus excès, aux exemples de vengeance populaire contre des individus hais ou des édifices publics auxquels ne se rattachent que des souvenirs odieux, il faut non seulement tolérer ces exemples, mais encore en assumer soi-même la direction».

Les malheureux n'avaient pas eu l'opportunité de lire les sages préceptes du CCI : «La classe ouvrière doit prendre garde de ne pas se laisser entraîner sur le terrain pourri des émeutes, de la violence aveugle et gratuite et encore moins dans des affrontements stériles avec les forces de l'ordre, ce qui ne fait que justifier la répression». Mais le CCI ne va pas assez loin : le meilleur moyen d'éviter à la répression est encore de ne pas lutter !

En réalité contrairement à ce qu'affirment LO et le CCI, la violence des émeutiers était tout sauf aveugle ; si on laisse de côté des cas montés en épingle par les médias, leurs cibles ont été prioritairement des commissariats et des postes de police, des prisons et des institutions étatiques, des mairies, etc., avant même le pillage de grandes surfaces et de magasins divers. Il est certain que les jeunes qui s'affrontaient à la police n'avaient pas une vision claire de la nécessité de la révolution et des voies qui y conduisent ; mais du moins étaient-ils animés de la haine contre l'ordre établi nécessaire à la lutte révolutionnaire qui fait complètement défaut au sein des organisations collaborationnistes. En ce sens leur révolte offre infiniment plus de perspective que les rituelles mobilisations moutonnières derrière les chefs syndicaux !

LES POMPIERS SYNDICAUX

S'il existait des syndicats de classe, ils se seraient mobilisés aux côtés des jeunes prolétaires, et ils les auraient soutenus face à la répression. Il n'en a rien été comme on s'en serait douté de la part des pompiers sociaux endurcis qui viennent encore une fois de le démontrer lors du mouvement sur les retraites. Le communiqué de la CFDT du 29/6 intitulé «Il faut agir vite» (la situation était en effet... brûlante !) demandait de ne pas «souffler sur les braises de la colère» ; et il appelait «immédiatement» à... «une réflexion pour (...) améliorer les relations entre la population et la police» ! De son côté la CGT s'adressait le 1/7 au gouvernement pour lui demander de «créer les conditions de l'apaisement» (objectif suprême de tout pompier social). Aucune solidarité avec les jeunes révoltés, mais une condamnation des violences et des gémissements sur l'extrême droite qui «instrumentalise la violence» et menace «notre démocratie». Le communiqué se terminait par la demande que s'ouvrent «immédiatement»

divers «chantiers de fond» pour «refonder notre police républicaine», combattre le racisme, etc., etc.

LES FAUX AMIS

Après avoir lu cette prose proprement révoltante, c'est avec l'impression de respirer une goulée d'oxygène qu'on prend connaissance du titre de la position du NPA : «Soutenir et étendre la révolte» (30/6/23).

Mais ce prétendu «soutien» se résume en fait à un appel à l'union des pompiers sociaux ! C'est ainsi que le NPA «appelle les organisations du mouvement ouvrier, syndicats, associations, partis, à se réunir au plus vite pour discuter de comment construire une mobilisation à la hauteur et avec les formes qui permettent de soutenir la révolte en cours, d'obtenir la justice et de lancer la contre-offensive contre le pouvoir antidémocratique et antisocial de Macron et son gouvernement». Des réunions auront effectivement lieu et les négociations aboutiront finalement à un appel à des manifestations, pardon à des «marches citoyennes», en faveur de demandes adressées au gouvernement pour qu'il «apporte des réponses immédiates» sur une réforme «en profondeur» de la police, la suppression de la loi de 2017 sur les contrôles routiers et la lutte contre le racisme (5). A se demander dans quel monde vivent les rédacteurs... Ce texte lamentable qui évite soigneusement de prendre partie sur la révolte et de soutenir les jeunes prolétaires frappés par la justice de classe expéditive, a été signé par près de 90 organisations. Parmi ce front des pompiers sociaux se trouvent les syndicats CGT, FSU, Solidaires, CNT-SO, divers syndicats étudiants, etc. ; les partis France Insoumise, les Verts, le NPA, l'UCL, le POI, etc. (6); et une ribambelle d'organisations de soutien aux immigrés, écologistes, etc. Le PCF et le PS n'ont pas signé parce que le texte allait trop loin dans la critique de la politique répressive menée depuis des années – donc y compris par des gouvernements de gauche...

Pour conclure ce rapide tour d'horizon, nous dirons un mot de la position du PEPS (Pour une Ecologie Populaire et Sociale) non pour l'influence, très réduite, de ce groupe, mais parce qu'il synthétise une tentative pittoresque de récupération petite bourgeoise. Son texte se présente comme un soutien à la révolte : «La révolte de la jeunesse des quartiers populaires est une révolte politique» (11/7/23). Toute la question est ramenée à un problème des quartiers pauvres qui font sécession d'avec les riches, que le PEPS entend résoudre par l'application d'orientations tirées du mouvement écologiste, comme la création de ZAD (Zones A Défendre) dans

ces quartiers contre la «gentrification» ou l'utilisation des moyens législatifs pour redonner le pouvoir à leurs habitants, etc. Cela culmine par la revendication du «droit à la sécession des quartiers populaires» ! Le PEPS voudrait isoler les prolétaires dans leurs quartiers en faisant miroiter un chimérique «pouvoir communal»...

La position correcte est au contraire l'inverse : unir les prolétaires au-delà de leurs quartiers respectifs (ce qu'ont fait spontanément les jeunes révoltés) avec la perspective de la prise du pouvoir à l'échelle de la société tout entière – ce qui ne sera possible qu'à l'issue d'une **lutte révolutionnaire** contre l'Etat bourgeois.

* * *

A la différence des émeutes de 2005 contre lesquelles s'étaient élevés pratiquement tous les partis, on a vu cette fois des forces politiques prétendre être du côté des jeunes révoltés ou au moins les «comprendre». La France Insoumise (LFI) de Mélenchon a refusé d'appeler au calme, suscitant la condamnation du gouvernement et de la droite et les critiques du PS et du PCF (mais elle a participé à la mobilisation réactionnaire des maires). Il ne faut pas s'y laisser prendre : la tactique de LFI est de se présenter comme un débouché crédible aux mobilisations contre les autorités en ramenant dans l'impasse du cadre démocratique institutionnel. Elle est comme les autres l'ennemi des prolétaires,

mais c'est un ennemi masqué, donc plus dangereux.

Contre les uns comme contre les autres, les prolétaires, jeunes ou vieux, français «de souche» ou d'origine étrangère, devront retrouver la voie de la **lutte de classe contre le capitalisme**, ils devront reconstituer leur **parti révolutionnaire**, indispensable pour diriger le combat de tous les opprimés jusqu'à la prise du pouvoir et l'instauration de leur dictature internationale.

La révolte des jeunes prolétaires n'est pas encore le début de la lutte révolutionnaire, mais la reprise de celle-ci n'aura pas lieu sans des épisodes de ce type, sans des explosions momentanées qui brisent la paix sociale, annonçant le futur grand incendie prolétarien et remettant sur le tapis la nécessité de la violence en riposte à la violence bourgeoise.

(1) La formule est du journaliste du *Figaro* après avoir visionné des vidéos de ces arrestations, cf. *Le Figaro*, 3/7/23. D'autres cas ont été signalés à Angers et Chambéry par la presse.

(2) Sur *France-Info* 5/7/23

(3) Lutte Ouvrière, 5/7/23

(4) Le Canard Enchaîné, 12/7/23

(5) «Notre pays est en deuil et en colère», 5/7/23

(6) Révolution Permanente a jugé le texte «progressiste» mais ne l'a pas signé parce qu'il s'adressait au gouvernement.

- Espagne -

Grève des métallurgistes à Vigo Pour gagner, les prolétaires doivent apprendre de leurs défaites

Mardi 21 juin, les métallurgistes de Vigo, appelés à une journée de grève par les syndicats CC.OO., UGT et CIG, ont bloqué l'accès au centre d'exposition de la ville, à l'aéroport et au bureau d'immatriculation des véhicules à moteur. Ce blocage a été suivi des habituels affrontements avec la police, qui ont fait les gros titres de la presse locale et nationale. Sans atteindre la violence utilisée il y a près de deux ans lors de la grève des métallurgistes à Cadix, mais derrière le paravent de son habituelle attitude «progressiste», le gouvernement de coalition PSOE-Unidas Podemos a une fois de plus montré aux travailleurs le visage qu'il cache avec la propagande électorale. En bon serviteur de son maître, le gouvernement montre à la droite, son plus que probable successeur, la voie à suivre.

La grève des métallurgistes de Vigo

a été déclenchée avec une plate-forme revendicative habituelle des mobilisations qui ont eu lieu dans le secteur ces dernières années. Premièrement, ils demandent une augmentation salariale de 4 % pour chaque année entre 2023 et 2025, c'est-à-dire pour la période de validité de la prochaine convention collective. Deuxièmement, ils demandent une réduction de la journée de travail (24 heures de moins par mois) et, enfin, des garanties pour les travailleurs en sous-traitance, qui exigent des garanties de subrogation en cas de changement d'entreprises exécutant des travaux sous-traités.

Les patrons, quant à eux, proposent une augmentation cumulée de 6% pour la même période, une réduction de 8 heures par mois, et ne veulent même pas

(Suite en page 10)

Grève des métallurgistes à Vigo Pour gagner, les prolétaires doivent apprendre de leurs défaites

(Suite de la page 9)

entendre parler de garanties de subrogation. Le désaccord entre les syndicats et les patrons a conduit à la convocation d'une grève de trois jours (21, 22 et 28 juin) à laquelle sont appelés les 33.000 travailleurs employés dans le secteur de la métallurgie.

Alors que les revendications sont les mêmes que lors d'autres grèves récentes dans le secteur de la métallurgie, ce qui s'est passé lors de ces dernières devrait être évident pour les prolétaires qui descendent dans la rue pour manifester ces jours-ci. L'expérience récente est une somme de défaites, l'une après l'autre, de Cadix à la Cantabrie en passant par Guipúzcoa ou El Ferrol, qui devrait avoir un certain poids parmi les travailleurs de Vigo. Si toutes les grèves qui ont eu lieu dans le secteur de la métallurgie depuis 2021 étaient motivées par des revendications salariales, elles ont toutes été défaits dans ce domaine. Avec une inflation prévue de 21,5 % pour la période 2021-2025, les augmentations salariales obtenues sont loin d'atteindre ce chiffre : à Cadix, 2,5 % à 3 % ; à La Corogne, 6,5 % ; en Cantabrie, 6 %... À cela s'ajoute la détérioration continue des conditions de travail : augmentation des rythmes de travail, sous-traitance, ERTE comme mesure de contrôle, etc.

Comment en est-on arrivé là ? Que peut-on attendre des métallurgistes de Vigo ? On pourrait penser que si les patrons ont réussi à imposer leurs exigences, ils l'ont fait en utilisant les moyens de pression les plus durs, comme ils l'ont fait lorsque la police est entrée en tirant dans les quartiers prolétaires de Cadix. Mais, en réalité, il n'en a rien été. Si, ces dernières années, les patrons ont réussi à imposer leurs mesures aux travailleurs, c'est surtout grâce au travail des syndicats (CC.OO., UGT, etc.) qui ont d'abord réussi à contenir les grèves pour ensuite accepter de les conclure par des accords très éloignés de ce que les travailleurs demandaient. Ce fut le cas à Cadix, où les CC.OO. et l'UGT, qui n'avaient aucune représentation parmi les travailleurs de la sous-traitance qui menaient la lutte, ont liquidé l'appel à la grève par leur propre décision. Ou au Pays Basque, où ils ont réussi à isoler l'une de l'autre les grèves de Guipúzcoa et de Biscaye. Ou encore en Cantabrie, où après des semaines de grève, ils ont «demandé» l'aide de la ministre du travail Yolanda Díaz (celle-là même qui fait partie du gouvernement des chars de Cadix et des charges d'hier à Vigo) pour y mettre fin dès qu'elle a lancé une proposition to-

talement conforme à celle des patrons...

Dans un contexte de reprise économique difficile, d'inflation galopante, de chômage chronique que l'ERTE ne peut cacher, la bourgeoisie ne peut tolérer aucun avantage salarial pour les prolétaires. Pour elle, vaincre les prolétaires de la métallurgie est une question centrale et elle utilise toutes ses ressources pour atteindre cet objectif, pour ne pas céder à leurs revendications et surtout pour éviter que l'exemple de la lutte ne s'étende à d'autres travailleurs. A ses côtés, elle a le gouvernement et la police, les médias et les grands syndicats. Pour comprendre la véritable fonction de cette alliance entre les ennemis des travailleurs, il suffit de regarder la grève à Vigo ces jours-ci. Des appels à la grève séparés les uns des autres et pour plusieurs jours, sans continuité au-delà de trois jours, dûment annoncées administrativement pour que les patrons puissent minimiser les dommages subis...

C'est la leçon que les prolétaires métallurgistes de Vigo et les prolétaires du reste des secteurs et des régions doivent apprendre. L'ennemi de classe, le patronat, a la solidarité de toute la classe bourgeoise, il a le soutien inconditionnel de l'Etat, quelle que soit la bannière du gouvernement, de la presse... et des syndicats. Son but est de démobiliser la lutte, d'empêcher la solidarité prolétarienne, véritable racine de la force ouvrière, de limiter les grèves, d'amener les travailleurs eux-mêmes à se résigner à ne lutter que par des moyens démocratiques et civilisés, totalement inu-

tiles pour gagner.

La vérité que l'on peut tirer de ces expériences proches dans le temps, c'est que seule la force de la classe prolétarienne peut vaincre les patrons. Et que cette force se dissout quand elle ne s'exerce pas, quand les grèves ressemblent plus à des actes de protestation impuissante qu'à une véritable lutte, menée par les travailleurs et visant à infliger le maximum de dommages à l'économie patronale ; quand les directions syndicales, véritables garantes de la politique de paix sociale qui a conduit les prolétaires à cette situation, se voient confier le début et la fin des luttes pour ne pas trop entraver le cours normal de la production dans les usines, toujours avec l'excuse qu'il vaut mieux économiser les forces et reporter la véritable lutte... à des temps indéfinis.

Les prolétaires n'ont de victoire possible que s'ils reprennent le chemin de la lutte de classe, avec des moyens et des méthodes fondés sur la confrontation directe avec l'ennemi, sur la solidarité au-delà des usines, des secteurs ou des régions, sur l'organisation de classe et indépendante, dans la lutte pour des revendications qui unissent tous les prolétaires dans un objectif commun

Augmentation des salaires pour tous les travailleurs, plus forte pour les plus mal payés !

Réduction drastique du temps de travail pour tous les travailleurs !

Contre la nocivité sur le lieu de travail !

Pour la défense des conditions de vie, de travail et de lutte du prolétariat !

Pour la solidarité de classe entre tous les prolétaires !

22/6/2023

Tchéquie

**Face à une «semaine de protestation» impuissante, aux appels au «dialogue social» et aux atermoiements des directions syndicales, les prolétaires doivent prendre leur lutte en main!
Pour la lutte des classes contre toutes les attaques des capitalistes et de leur Etat!**

La plus grande confédération syndicale de République tchèque, la ÈMKOS, après l'annonce d'une grève pour le 15 mai 2023, annonciatrice de la contestation ouvrière, lance une semaine de protestation fin juin contre les mesures d'austérité du gouvernement, qui inclut la réforme des retraites. Il s'agit d'une nouvelle étape pour «amener le gouvernement à la table des négociations sur les propositions de mesure pour redresser les finances publiques du pays»...; et la ÈMKOS a déjà élaboré sa «propre

série de mesures» pour la reprise de l'économie nationale afin d'«atténuer» l'impact du paquet d'austérité gouvernemental contre les travailleurs et leurs familles. Toutefois, «au lieu d'un dialogue ouvert, qui est le seul moyen de trouver des solutions rationnelles», les syndicats sont, selon leurs propres termes, confrontés à un gouvernement qui blâme tous les autres pour ses propres décisions erronées.

Bien que le leader de la ÈMKOS, Støedula, ait déclaré que «l'objectif des pro-

chaines manifestations est d'empêcher le gouvernement d'adopter ces changements législatifs», il précise en fait qu'il s'agit uniquement d'un moyen de faire pression sur le gouvernement pour qu'il rétablisse le «dialogue social», pour qu'il «écoute les travailleurs» (c'est-à-dire ses représentants, les plus grandes organisations syndicales) afin que l'impact des mesures d'austérité ne soit pas uniquement supporté par les travailleurs. Les dirigeants syndicaux ne font que se mettre du miel sur les lèvres - comme si le gouvernement n'était pas pleinement conscient de ce qu'il faisait, comme s'il ne le faisait pas seulement pour les intérêts des capitalistes, et comme si le dialogue social, c'est-à-dire la collaboration de classe, ne se faisait pas toujours aux dépens de la classe ouvrière! La ÈMKOS veut seulement être un partenaire et servir de médiateur entre les attaques de la classe dominante et les conditions de travail et de vie des travailleurs. Tel est le véritable contenu de la collaboration de classe, de ce dialogue social dans lequel les syndicats s'engagent et avec lequel ils trompent le prolétariat!

Støedula a clairement indiqué ce à quoi les syndicats auront recours si le gouvernement ne les écoute pas - mais ne vous attendez pas à la préparation de grèves massives et illimitées qui nuiraient aux profits des entreprises capitalistes et au bon fonctionnement de l'État! «J'espère que les électeurs se souviendront lors des prochaines élections - y compris les élections européennes, sénatoriales et régionales - de ce qu'ils font et qu'ils feront rendre des comptes équitables à ces formations politiques», nous dit ce candidat malheureux à l'élection présidentielle. Est-il possible qu'il veuille dire par cette phrase qu'il tentera sa chance au Sénat ou au Parlement européen la prochaine fois? Ce ne serait pas une exception: nombre de ses anciens collègues syndicalistes (Falbr, Štich, Zavadil...) ont trouvé une place dans ces institutions.

Il est de notre devoir de montrer que seule la lutte de classe prolétarienne indépendante est la voie à suivre. En France, les formidables luttes de plus de deux millions de personnes en 1995, avec des grèves dures dans les chemins de fer et les transports parisiens, durant trois semaines, avec l'occupation des principales gares et le blocage du transport ferroviaire, et qui ont également impliqué d'autres entreprises comme la poste, etc., pour forcer le gouvernement à abolir le «plan Juppé» de l'époque (c'est-à-dire l'abolition des «régimes spéciaux de retraite» précédemment accordés à certaines catégories stratégiques de travailleurs...), malgré le retrait partiel du plan n'ont pas réussi à faire reculer définitivement la bourgeoisie sur sa volonté de prolonger la vie active des prolé-

taires en augmentant l'âge de la retraite et à remettre régulièrement cette mesure sur le tapis jusque récemment en début d'année. Pourquoi? Parce que les prolétaires ont toujours laissé la direction et l'organisation de leurs luttes aux mains des syndicats officiels qui se sont révélés, hier comme aujourd'hui, garants de la paix sociale et saboteurs des luttes ouvrières.

Mais il est aussi de notre devoir de souligner le mythe de la grève générale, fortement présent dans la classe ouvrière. Le succès de la grève générale, comme de toute autre grève, dépend avant tout de l'orientation et des objectifs de ceux qui la dirigent : s'agit-il des intérêts réels et de classe du prolétariat, ou d'intérêts et d'objectifs interclassistes et nationaux, c'est-à-dire démocratiques? L'exemple de mai-juin 1968 en France est parlant : ce fut la plus importante grève générale du mouvement ouvrier dans ce pays (et en Europe) - 8 à 10 millions de grévistes, des dizaines de milliers d'entreprises occupées, même les plus petites, un mouvement qui a duré deux mois... Pourtant ses résultats seront minimes, bien inférieurs au mouvement de mai-juin 1936, où les grèves ont été bien moins nombreuses; la semaine de 40 heures obtenue en 1936, abolie dans l'avant-guerre, n'a pas été rétablie en 1968; les réformes sur la sécurité sociale - aux frais des travailleurs, bien sûr! - pour lesquelles les syndicats ont mené deux grèves dites générales en 1967, n'ont pas été combattues; l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans n'a pas été atteint; les augmentations de salaires obtenues ont été englouties par l'inflation quelques mois plus tard. À l'époque, l'énorme force qui s'est formée sur les lieux de travail contre les patrons ne s'est pas traduite par une force permettant d'obtenir les revendications, car les «représentants des travailleurs» autoproclamés - les directions syndicales - en réalité de bons réformistes, sont d'abord les défenseurs des intérêts du capitalisme français, plutôt que les défenseurs des travailleurs. Dès lors, une future grève générale laissée aux mains des appareils qui sabotent les luttes ne peut être qu'un enfant mort-né.

Même en République tchèque, nous avons un exemple qui montre que la lutte - la grève sans limites préalables - est le levier pour faire avancer les intérêts des travailleurs. Comme nous l'avons écrit dans notre article «Tchéquie. Quelques leçons de la grève chez Nexen Tire», «En tout cas, ce que le plus grand syndicat de l'industrie, OS KOVO, n'a pas obtenu en quatre ans de prétendues négociations, les travailleurs ont réussi à l'arracher - même si ce n'est que très partiellement par rapport aux revendications formulées il y a un an - en se mettant finalement

en grève à durée indéterminée.» Donc, s'était justement une grève sans limitation préalable de durée, une force, pour se faire entendre des patrons car les patrons, et par extension leur État capitaliste, ne comprennent que la force, pas la parole.

Mais les syndicats comme OS KOVO veulent que la grève soit toujours perçue comme «le dernier instrument pour faire respecter les droits des travailleurs», parce que, comme ils le répètent eux-mêmes sans cesse, ils sont les défenseurs de la paix sociale! Attendre de ces syndicats qu'ils préparent des grèves massives et sans limitation préalable de durée et qu'ils soient un levier de pouvoir pour les travailleurs est une grande illusion! Ces syndicats - que nous appelons collaborationnistes de classe pour les raisons qu'ils professent eux-mêmes, et dont le but est d'inculquer au prolétariat qu'eux et les entreprises, l'économie nationale, ont le même objectif, de clouer les travailleurs au succès de «leur» entreprise dans la lutte avec la concurrence sur le marché -, exercent leur pouvoir en imposant dans chaque accord la subordination maximale des travailleurs aux exigences de l'entreprise, en rationalisant les tâches de travail, en détournant la moindre activité de protestation et la moindre réaction des travailleurs vers des négociations et des compromis dans les labyrinthes des organes de l'État, des avocats, désarmant les travailleurs et assurant leur défaite dès le début. Il n'est donc pas surprenant que le syndicat OS KOVO ait minimisé la grève de Nexen Tire comme s'il s'agissait d'un simple «malentendu entre les parties» et qu'il se soit engagé, dans une déclaration commune avec la direction de Nexen Tire, à «coopérer mutuellement pour que l'entreprise, le lieu de travail de tous les travailleurs, devienne une entreprise stable et respectée (...), afin de restaurer l'honneur et le nom de l'entreprise», et que «le syndicat et l'entreprise participeront activement à la deuxième phase de l'expansion en cours et feront tout le possible pour la stabiliser», ainsi que le fait qu'OS KOVO «encouragera les employés à respecter les règles et à travailler consciencieusement sans absentéisme» parce que «l'entreprise et ses employés ne sont pas différents et partagent le même objectif».

Il fut un temps où les travailleurs, dans leurs organisations de défense immédiate, devaient faire face à la traîtrise du visage masqué des directions syndicales dans leurs luttes pour défendre les conditions de travail et de vie; mais depuis des décennies, les syndicats d'aujourd'hui assument pleinement leur rôle de gestionnaires de la force de travail, de garants de la paix sociale et de

(Suite en page 12)

Les massacres en mer sont la réponse bourgeoise à l'appel au secours des masses migrantes qui fuient les guerres, la répression et la misère par la mer. Pylos, après Cutro et des centaines d'autres cimetières, le démontre.

Dans la nuit du 13 au 14 juin passé, un énième massacre de migrants s'est produit en Méditerranée. Un bateau de pêche, l'Adriana, avec environ 750 personnes à bord, dont plus d'une centaine d'enfants et de femmes dans la cale, a sombré dans la zone maritime la plus profonde de la Méditerranée: à environ 47 milles nautiques (60 km) au sud-ouest de la ville grecque de Pylos, se trouve la fosse de la Calypso, profonde de plus de 5 000 mètres. C'est là que le bateau de pêche a coulé, emportant avec lui plus de 600 personnes.

L'Adriana était parti de Tobrouk, sur la côte orientale libyenne, en direction de l'Italie; dans la matinée du mardi 13 juin, le Centre de coordination des secours maritimes italien avait prévenu le

centre d'opérations grec, de la présence du bateau de pêche «en difficulté», également détecté par un avion Frontex à 9h47. On parle de 750 personnes à bord, bien trop pour une telle embarcation. C'est le centre d'opérations italien qui a localisé le bateau à 60 milles des côtes grecques et à 260 milles des côtes italiennes, dans un couloir maritime que les passeurs utilisent pour éviter les eaux maltaises. Toute la matinée de mardi, Athènes a été avertie et informée, sans aucune réponse. À 13 h 50, un hélicoptère grec prend l'air et, à 15 h 35, localise le navire; pendant ce temps, un navire des garde-côtes grecs part de Crète, à plus de 400 km à vol d'oiseau de l'endroit où se trouve l'Adriana. S'ils voulaient gagner du temps dans l'es-

poir que le navire poursuive sa route vers l'Italie, supprimant ainsi tout problème et tout embarras pour les autorités grecques, ils avaient trouvé le système. Mais depuis l'Adriana, à 14h17, par le biais des satellites, des appels à l'aide sont lancés et l'ONG Alarm Phone prévient que depuis le bateau de pêche «ils disent qu'ils ne peuvent pas survivre à la nuit, qu'ils sont en grande difficulté». En effet, comme le témoignent les survivants, ils n'ont pas mangé depuis des jours et n'ont bu que de l'eau de mer.

Ce n'est qu'à 18 h 30 qu'Athènes dit avoir contacté le bateau de pêche, et affirme que, depuis le navire, «ils ne demandent aucune aide autre que de la nourriture et de l'eau», qu'«ils souhaitent continuer vers l'Italie», tandis que l'hélicoptère grec signale par radio que «le bateau navigue à un cap et à une vitesse constants». Mensonges! La réalité sera tout autre, comme le montre le témoignage d'Alarm Phone qui assure que le bateau a dérivé pendant des heures. L'Adriana a reçu de la nourriture et de l'eau d'un navire marchand maltais à 18h00, puis d'un navire grec vers 21h00, de personne d'autre. Le navire

Tchéquie ... (Suite de la page 11)

défenseurs de la collaboration entre les classes. En fait, la confédération ÈKMOS est l'héritière du régime syndical d'avant novembre 1989, un régime qui, tout en se faisant passer comme «socialiste», n'était pas différent des régimes capitalistes de l'Ouest. Aujourd'hui, en République tchèque, il n'y a pas une seule organisation syndicale qui puisse, même de loin, être qualifiée de combattante, qui utilise les méthodes et les moyens de la lutte des classes, c'est-à-dire une lutte qui basée exclusivement sur les intérêts économiques et immédiats des travailleurs.

Le mouvement ouvrier tchèque, qui n'a pas de tradition historique, d'expérience directe d'une véritable lutte de classe, doit partir de zéro; il doit surmonter une certaine forme de défaitisme, qui trouve également ses racines dans la longue série de défaites et de protestations infructueuses par lesquelles les travailleurs sont passés sous la direction des syndicats collaborationnistes. La grève doit être une arme de la lutte ouvrière, et non pas son dernier outil à utiliser, qui plus est selon des règles imposées d'en haut!

La défense efficace et durable des intérêts prolétariens, même sur le terrain immédiat, consiste à reconnaître l'incompatibilité entre les intérêts du prolétariat, la classe des sans réserve, et ceux des capitalistes, et à mobiliser

les forces prolétariennes pour des buts exclusivement prolétariens, ce qui signifie lutter avec des moyens et des méthodes classistes (grèves sans limitation préalable de durée à l'appui de revendications économiques et immédiates, discussions que dans des conditions de lutte active et continue, piquets de grève contre les briseurs de grève, manifestations de solidarité des travailleurs d'autres usines, grèves sauvages sans préavis et sans limite préalable de durée, etc.); des moyens et des méthodes qui ne peuvent être mis en pratique que par des organisations de classe, c'est-à-dire non collaborationnistes, dans la préparation de la lutte, sa conduite et sa conclusion. La défense de cette lutte, la constitution d'un pôle de classe et la tentative d'influencer les travailleurs dans ce sens, au moins en partie, fusse au sein des syndicats actuels, a toujours été notre position; avec la perspective d'unir tous les travailleurs dans une lutte économique défensive unitaire de classe - et non de fragmenter la classe ouvrière et de séparer les travailleurs les plus combatifs de ceux qui sont incertains et encore sous l'influence du collaborationnisme interclassiste.

Un mouvement de classe fort ne pourra pas émerger sur la seule base de la spontanéité des travailleurs, mais il a besoin et aura besoin du travail constant et incessant des véritables communistes révolutionnaires, soit comme porteurs de la conscience de classe organisée dans le parti, soit com-

me défenseurs de l'avenir du mouvement de classe et révolutionnaire. Il aura également besoin du travail constant et inflexible des prolétaires les plus combatifs, les plus déterminés, les plus sensibles à leurs objectifs de classe, qui devront assumer la tâche de former la colonne vertébrale d'un nouveau réseau organisationnel prolétarien indépendant capable d'unir dans la lutte contre les patrons, leur État et le capital, de la manière la plus homogène, des prolétaires de différents secteurs, de différentes catégories, de différents âges et de différentes nationalités.

- Contre la «réforme» des retraites et contre toute attaque bourgeoise, pour une orientation de classe dans la lutte qui rompt avec l'orientation défaitiste des organisations collaborationnistes!

- Unité dans la lutte de tous les prolétaires, dans le secteur public et privé, employés et chômeurs, actifs et retraités, hommes et femmes, jeunes et vieux, Tchèques et «immigrés»!

- Réduction drastique du temps de travail et de l'âge de la retraite!

- Augmentation générale des salaires, des allocations de chômage, des pensions et de tous les minima sociaux!

- Contre toute discrimination, salaire égal pour un travail égal!

- Pour une lutte révolutionnaire contre le capitalisme, contre ses préparatifs de guerre et la domination impérialiste, en union avec les prolétaires du monde entier!

des garde-côtes grecs parti de Crète a atteint le bateau à 22h40, après un voyage de 7 heures, et est resté à distance *«discrètement, ne constatant aucun problème dans sa navigation»*. Mensonges ! Le bateau dérivait depuis des heures, puisque le capitaine était déjà parti à bord d'une petite embarcation à 17h20. La tragédie était inévitable: le navire des garde-côtes grecs, à 2h04, affirme avoir *«vu le bateau de pêche pencher vers la droite, puis brusquement vers le bord gauche, et encore une fois vers la droite»* avec une telle force *«que cela a fait chavirer le bateau»*, qui a coulé dans les *«10 ou 15 minutes»* qui ont suivi (1).

Pas de grosse mer, la mer était plate, les secours auraient pu être apportés sans grande difficulté et plusieurs heures auparavant, il suffisait de le vouloir. Mais les autorités grecques, comme c'est désormais la coutume, ne pensent pas à secourir les migrants en détresse en mer; s'ils meurent, c'est parce qu'ils l'ont cherché, il leur suffisait de ne pas partir dans de telles conditions d'entassement... On croirait entendre le gendarme italien Piantadosi quand, face au massacre de Cutro, il n'a rien trouvé de mieux à dire qu'ils n'auraient pas dû partir avec une mer comme ça...

De tels massacres ne sont pas des fatalités, ils sont le résultat dramatique d'une longue série de politiques que la bourgeoisie, surtout si elle est opulente et dotée des meilleures techniques, des meilleurs équipements et des moyens de secours les plus efficaces, a adoptées depuis longtemps pour défendre ses intérêts et ses frontières. Capables de porter la guerre et la dévastation dans des pays extra-européens, elles expriment le plus haut degré de cynisme et de mépris pour la vie de cette partie de l'humanité qu'elles considèrent comme une troisième, quatrième ou cinquième classe, comme à l'époque de la traite des esclaves en provenance d'Afrique.

Les bourgeoisies européennes sont les principales responsables des conditions désastreuses dans lesquelles des populations entières ont été plongées en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie, régions d'où arrivent les migrants en Europe. Le colonialisme d'abord, l'impérialisme ensuite, avec pour conséquence la dévastation des territoires «conquis» et la mise en esclavage de centaines de millions d'Africains et d'Asiatiques, ont fait de ces continents des territoires où ne se sont développés que la misère, la faim, l'esclavage, la prédation, la répression, les guerres, et où la règle a toujours été d'exploiter au maximum les ressources naturelles et humaines pour le bien-être et la prospérité des métropoles capitalistes.

De la civilisation capitaliste que les Européens ont exportée sur les autres continents, hormis le progrès technique

industriel sur lequel s'est développée une bourgeoisie locale plus assoiffée de pouvoir et de sang que la bourgeoisie européenne, qu'est-il resté ? Un appauvrissement généralisé des populations autochtones et leur transformation, pour l'immense majorité, en masses prolétaires et tyrannisées destinées à survivre dans la misère, la faim et la répression exercée par les potentats locaux soutenus et fortifiés par les impérialistes européens civilisés auxquels se sont ajoutés les impérialistes américains au cours des quatre-vingts dernières années.

Ce sont ces situations extrêmes que fuient les migrants, cherchant dans l'Europe opulente, civilisée et «pacifique» un endroit où ils ne mourront pas de faim ou dans des guerres jamais voulues.

Cependant, l'Europe bourgeoise est une forteresse qui n'est plus sûre de son pouvoir: elle se sent assiégée par les masses de migrants africains et orientaux qui se pressent à ses frontières, érodant sa sécurité et la bonne marche de ses affaires, de son commerce. L'Europe n'est pas un État unitaire, c'est un



ensemble d'États étroitement liés pour des raisons économique-financière et politiques générées par la concurrence de plus en plus écrasante des impérialismes historiques non européens, tels que les États-Unis, le Japon, la Russie et, plus récemment, la Chine. Un ensemble d'États qui n'ont jamais cessé de se concurrencer et de se faire la guerre, parce que l'histoire de leur formation capitaliste et impérialiste leur conduit inévitablement à s'affronter. Cela n'enlève rien au fait que, face à des situations jugées dangereuses pour la conduite et la défense de leurs affaires et de leurs intérêts, les États européens réunis au sein de l'Union Européenne tentent d'agir de concert. C'est le cas de la guerre russo-ukrainienne, face à laquelle, à l'exception de quelques défections mineures, ils ont agi et agissent en bellicistes en parfait accord, bien sûr sous la supervision des États-Unis; et c'est le cas de la lutte contre l'immigration dite clandestine, qui dure depuis plusieurs décennies, où les politiques de rejets, de rapatriements, de murs, de patrouilles militaires en Méditerranée, d'enfermement dans des camps appelés centres d'accueil pour migrants et demandeurs

d'asile, démontrent le «haut degré de «civilisation»» de l'Europe.

En raison de leur situation géographique, il est inévitable que les flux migratoires en provenance d'Afrique et d'Orient se concentrent sur les routes maritimes de la Méditerranée orientale et centrale, tandis que les routes terrestres se concentrent dans les Balkans. L'Italie et la Grèce sont donc les deux pays européens de débarquement et de transit naturels de ces flux, tandis que les côtes de la Libye, de la Tunisie, de l'Égypte et de la Turquie sont leurs points de collecte, d'embarquement et de départ. Et il est naturel que dans une société où l'argent, l'arrogance et le crime règnent en maîtres, dans chaque situation de crise où la partie la plus faible de la population est catapultée dans sa recherche quotidienne de survie, le crime organisé l'emporte systématiquement; qu'il soit organisé en dehors des lois de l'ordre établi ou par l'ordre établi lui-même, le résultat final ne change pas: le prolétariat, les indigents, les déposés de tout, même de l'espoir de vivre, en sont les victimes prédestinées. La couleur de leur peau, puisqu'ils ne sont pas «blancs», est une caractéristique négative de plus, mais pas nécessairement décisive. Les bourreaux, les massacreurs, les tortionnaires ont presque toujours la même couleur de peau que les victimes: ils répondent simplement à des intérêts privés, individuels et claniques, qui envisagent l'exploitation la plus bestiale et la plus violente de masses sans défense, d'où qu'elles viennent et où qu'elles veulent aller.

Tant que la bourgeoisie et le capital existeront, tant que la vie sociale de tous les peuples sera contrainte de répondre aux lois du capitalisme et de subir toutes les conséquences, même les plus tragiques, des contradictions économiques et sociales qui caractérisent la société bourgeoise, il n'y aura pas de paix sur cette terre, il n'y aura pas d'égalité et de liberté de vivre, mais il y aura continuellement des massacres, ou sur le lieu de travail ou lors des traversées maritimes et des déserts; il y aura la répression et la torture de tous ceux qui ne se prosternent pas devant le dieu Capital et ses ministres sur terre, assis sur les sièges des gouvernements d'où ils décident de la vie et de la mort de millions et de millions de personnes.

Lutter contre cet état de fait semble impossible, et fuir les situations les plus dramatiques, de quelque manière que ce soit, en affrontant n'importe quel risque, semble être la seule chose que l'on puisse faire pour échapper à ce qui semble être une condamnation déjà écrite: mourir de faim. On entreprend donc un voyage absurde, plein de risques et de dangers de toutes sortes, on défie les lois

(Suite en page 14)

Massacres en mer...

(Suite de la page 13)

des hommes et de la nature pour s'installer dans un autre lieu que celui qui s'est transformé en un gouffre dans lequel on finit tôt ou tard par tomber. Mais le massacre de Pylos, comme ceux de Cutro, de Lampedusa, des côtes tunisiennes, libyennes et égyptiennes, ont démontré que le grand courage des migrants, leur ténacité à essayer et réessayer au fil des ans de débarquer dans une Europe qui, dans l'imagination des masses affamés et désespérés depuis des siècles, a pris l'apparence d'une sorte de refuge paisible et accueillant, alors qu'en réalité elle se révèle être une autre sorte d'enfer, sont des qualités individuelles non seulement pour la lutte pour la survie, mais aussi pour une autre sorte de lutte: la lutte prolétarienne, la lutte de la classe des travailleurs qui produisent la richesse réelle de chaque pays, la lutte qui unit au-delà des nationalités, de la couleur de peau, du sexe, de l'âge, du niveau d'éducation ou de la profession, tous les hommes et toutes les femmes que le développement même de l'économie mondiale a inexorablement produit par le travail salarié. La force inhérente au travail salarié que le capitalisme a lui-même créé, au lieu d'être mise au service exclusif du capitalisme, et donc de la bourgeoisie qui défend son mode de production et ses lois, peut être dirigée pour faire exploser les fondements la société massacrante, de l'économie du désastre, des guerres dévastatrices, de l'exploitation sans fin de l'immense majorité de la population mondiale.

La crainte de chaque bourgeoisie, en particulier des bourgeoisies opulentes d'Europe, n'est pas tant de voir leurs pays envahis par des masses migrantes incontrôlables; il s'agit plutôt d'un problème fâcheux dont chaque bourgeoisie essaie de se décharger sur les bourgeoisies des autres pays et, surtout, des pays d'origine des migrants, en payant «le service» à coups de milliards, d'armements, de contrats économique-financiers avantageux, etc. afin qu'eux-mêmes maintiennent les masses de migrants dans leurs camps. La véritable crainte de toutes les bourgeoisies, et en particulier des bourgeoisies opulentes d'Europe, est que le courage des migrants et leur volonté de sacrifier jusqu'à leur propre vie pour atteindre un objectif qu'aucune bourgeoisie ne leur accordera, dans une lutte pour la vie ou la mort, ne contamine pas les prolétaires européens, ne les réveille pas de ce sommeil toxique dans lequel ils sont plongés depuis des décennies, engagés dans une sorte d'île heureuse de la consommation à laquelle ils ont été attirés en dépit de leurs conditions réelles de sa-

lariés, de travailleurs dont la vie dépend uniquement du salaire du travail, faute de quoi la misère et la faim accompagneront aussi leur vie. **Pour les prolétaires européens, la lutte pour la vie ou la mort est une nécessité quotidienne comme pour les prolétaires de tous les autres pays, comme pour chaque migrant dépossédé de tous ses biens. Deux mythes doivent tomber: pour les prolétaires européens, le mythe d'une vie meilleure que celle des milliards de prolétaires des pays les plus pauvres, qui apparaîtrait comme une position sociale désormais consolidée et plus à risque; tandis que pour les prolétaires de la périphérie impérialiste doit tomber le mythe d'une Europe terre de paix, de prospérité et de liberté, un mythe qui a trop duré et que les dernières crises économique-financières et guerrières, comme celle de la Russie et de l'Ukraine, ont commencé à ébranler.**

La vie des prolétaires, sous tous les cieux, est soit une vie de lutte - de survie avant tout, mais aussi de dignité humaine - soit une vie inutile de renoncement, que la société elle-même rejette comme un déchet non recyclable.

Et la lutte des prolétaires pour avoir

un avenir, doit inévitablement placer en son centre les intérêts de classe qu'ils partagent au-delà de toutes les frontières, dans une union de classe révolutionnaire qui seule peut affronter la force sociale, politique et militaire de la bourgeoisie et de ses sbires. Ce n'est qu'en marchant dans cette direction que les prolétaires pourront dire qu'ils n'ont pas lutté en vain, qu'ils ne sont pas morts en vain, car jusqu'à présent les massacres n'ont fait que s'accumuler les uns après les autres sans que rien ne change, sans que la racine sociale des massacres elle-même ne soit vraiment affectée.

19/06/2023

(1) Les nouvelles et les citations proviennent de «il fatto quotidiano» du 16/06/2023, de <https://www.blitzquotidiano.it/chronaca-europa/naufragio-grecia-barcone-750-persona-ribalta-diretto-italia-nuova-cutro-strage-migranti-3540929/> du 14.6.2023, et de <https://www.meltingpot.org/2023/06/grecia-strage-di-pylos-nessuna-pace-per-gli-assassini/> du 17/06/2023.

Algérie: «Le communiste international pour le soulèvement révolutionnaire»

Depuis quelque temps paraît un bulletin électronique sous ce nom. On y trouve de nombreuses références élogieuses à notre courant et à notre parti en particulier, des citations de nos textes, etc. Dans le dernier n° dont nous avons pu prendre connaissance, il est même affirmé la volonté de «renforcer le noyau algérien du PCInt-Le Prolétaire». Tout cela ne peut que faire croire au lecteur qu'il se trouve en présence d'une publication de notre parti ou liée à lui.

Ce n'est pas le cas: nous n'avons aucun lien avec cette publication et avec ce groupe, et nous n'avons aucune responsabilité sur leurs déclarations et sur leurs actions.

Ces militants mettent en avant, avec raison, la nécessité de constituer le parti et ils s'inspirent d' *El Oumami*, l'ancien organe de notre parti en direction des pays du Maghreb, puis de sa section algérienne.

Il est bon de rappeler les causes de la rupture de ces camarades avec notre organisation: une analyse beaucoup trop optimiste de la situation en Algérie et en conséquence une surestimation des possibilités de développement du parti dans ce pays.

Comme ce développement ne répondait pas à leurs attentes, ils en vinrent à considérer que la raison en était une trop grande rigidité de notre parti,

son manque de souplesse dans les questions de la tactique qui les empêchait de profiter des occasions qui se présentaient selon eux pour amplifier leur activité. Ils scissionnèrent sur cette base, en jurant leur accord complet avec les positions politiques et programmatiques générales de notre parti; parallèlement ils limitaient leur travail à la seule Algérie.

Engagés sur la pente glissante de l'activisme il leur était impossible de s'arrêter; les résultats espérés de leurs rapprochements tactiques avec les démocrates ou les nationalisés n'étant pas au rendez-vous, le pas suivant était inévitable: ils découvrirent bientôt que c'était le programme qui n'allait pas, que Bordiga était un «gauchiste» dès les années vingt et qu'il fallait revenir à un «léninisme» véritable. Mais ce nouveau reniement ne débouchant sur aucun succès il ne leur resta finalement plus au bout de cette fuite en avant qu'à se faire hara-kiri et à tenter de trouver des arrangements individuels avec l'ordre établi sous le signe de la défense de... la «souveraineté nationale».

Si les militants du «CISR» veulent sérieusement oeuvrer à la constitution du parti communiste, c'est-à-dire au plan **international** et pas dans un seul pays, sur la base du programme de la Gauche communiste et de notre parti, ils devraient méditer cet exemple.

Lettre d'Italie

L'ancien «Cavaliere» est mort, mais pas le berlusconisme

(Suite de la page 1)

utilisant la témérité propre à l'entrepreneur d'assaut, la force de l'argent et le soutien de tous ceux qui pouvaient faciliter la voie qu'il entendait suivre, qu'il s'agisse d'entrepreneurs, d'intellectuels, de politiciens, de managers du show-business ou du sport, d'hommes d'affaires, de francs-maçons de la P2 ou de mafieux. Il avait deviné qu'en Italie, pour gagner de l'argent à partir de rien, il fallait se lancer dans le bâtiment (où sévissent - quelle horreur ! - les organisations criminelles) et que pour construire une image gagnante, il fallait se lancer dans la communication télévisuelle; le hasard a voulu que ce soient les deux filons grâce auxquels il a construit son succès et a pu ensuite faire la fameuse «entrée sur le terrain» en se donnant «à la politique». Son meilleur «conseiller»? Ce Marcello Dell'Utri qui a fait le lien avec le crime organisé, qui a protégé Berlusconi en finissant en prison sans jamais le «trahir», et qui l'a poussé à se donner à la politique à l'époque où le «tangentopoli» (2) avait fait disparaître les grands partis - Démocratie chrétienne et Parti socialiste, surtout -, où l'entrepreneur d'assaut n'avait d'autre moyen de défendre ses entreprises en difficulté et de développer ses propres affaires que de construire un parti politique sur les décombres de la DC et du PSI, naturellement un «parti-entreprise» composé de troupes de confiance de sujets petits-bourgeois, carriéristes et prêts à faire du «modérantisme» leur formule publique.

Son succès dans le domaine de la communication avait été récompensé par l'épithète de «Sua Emittenza» (3), confirmant l'attaque menée à travers ses télévisions contre le monopole de la RAI, l'érodant au point de l'égaliser. Il était fier de son «haut profil» moral, qui allait du «bunga-bunga» aux «dîners élégants», des «olgettine» (4) aux soirées de sexe, même avec des mineurs, comme la jeune Ruby Rubacuori, 17 ans, que l'on a fait passer pour la nièce du président égyptien de l'époque, Mubarak, au risque de créer une affaire diplomatique. Que dire ensuite de son «haut profil» institutionnel, lui aussi connu de tous: évasion fiscale, falsification de bilans, achat et vente de parlementaires, de financiers, de juges, de témoins et, bien sûr, d'«olgettine» et de mineurs. Et son «haut profil» politico-humain? Tout pour ses entreprises et ses enfants à qui il a laissé un héritage ostentatoire et, pour leur défense, une interminable série de lois «ad personam», utiles - entre

autres - à tous ceux qui ont suivi son exemple, et encore utiles aujourd'hui puisque le gouvernement Meloni, en l'honneur de Berlusconi, trois jours après sa mort a lancé en conseil des ministres «une réforme de la justice» que Berlusconi n'avait pas réussi à faire passer malgré ses quatre gouvernements en vingt ans et qui, comme l'a déclaré Nordio, l'actuel ministre de la Justice, «lui» aurait plu (aujourd'hui encore avec un «l» minuscule, en attendant peut-être de le transformer en majuscule comme ce fut le cas pendant les vingt ans de règne de Mussolini...), c'est-à-dire une réforme qui, par exemple, protège encore plus qu'avant les hommes politiques d'hier, d'aujourd'hui et de demain des accusations habituelles d'abus de pouvoir et de corruption.

Il n'y a personne comme Berlusconi qui, du milieu des années 80 à aujourd'hui, a accumulé un nombre aussi improbable de procès pour les chefs d'accusation les plus divers: fraude fiscale, fausse comptabilité, détournement de fonds, corruption, concussion, financement illégal de partis, faux témoignages, prostitution infantine, corruption judiciaire, complicité externe d'association mafieuse, blanchiment d'argent, abus de pouvoir, diffamation, incitation au faux témoignage, complice de massacres (pour les massacres de 1992-93, le procès est toujours en cours), etc. Le fait que Berlusconi n'ait été condamné que dans «un» seul cas (procès Mediaset, fraude fiscale) à 4 ans, transformés (par la grâce) en 10 mois de travaux d'intérêt général à effectuer dans une clinique près de Milan, en dit long sur la pression exceptionnelle exercée sur la magistrature et les partis parlementaires, et sur l'utilisation de toutes les chinoïseries juridiques que seule une poignée d'avocats surpayés a pu découvrir, afin de prolonger les procès jusqu'à la prescription des crimes commis et de rendre nuls les témoignages dangereux ou acceptables les témoignages intentionnellement rémunérés. Il n'y a jamais eu personne comme Berlusconi qui, avec son fidèle clan, pendant quarante ans, en pleine lumière, a piétiné, déformé, faussé et plié les lois de l'État au besoin d'un capitalisme privé qui visait non seulement à favoriser les intérêts de ses entreprises, mais à avoir les mains les plus libres possible face aux limites imposées par les lois de l'État. Et des mains libres face à un parlement qui, avec ses formalismes et ses délais, risquait de ralentir une série de lois utiles à ses affaires (et à celles de ses alliés et amis), et, ce n'est pas tout, face aux salariés à qui

il fallait faire digérer toute une série de reculs, en les faisant passer pour des étapes nécessaires à l'ouverture des portes du monde du travail aux jeunes générations. En substance, le «berlusconisme» a été tout cela, assaisonné à la sauce populiste et donc petite-bourgeoise, mais géré avec une certaine maestria par un capitaliste milliardaire.

En commençant par la publicité et les supporters de football, Berlusconi a traduit en jargon politique la manière simple et directe du vendeur au porte-à-porte, se présentant comme le représentant de cette «antipolitique», née dans la saison de «tangentopoli» en réaction à la politique corrompue et corruptrice des partis de la première République, en réaction à la soi-disant politique idéologique, et qui deviendra la caractéristique de certains mouvements politiques qui réclamaient la «vraie démocratie», la «démocratie d'en bas», la «démocratie populaire», en premier lieu le Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo et, aujourd'hui, celui de Giuseppe Conte. Une «antipolitique» qui n'était rien d'autre qu'une version politique emballée de slogans à l'impact facile et vaste, des slogans qui pouvaient être rapidement remplacés en fonction de la «réponse» du marché des consommateurs-électeurs auquel ils s'adressaient, et en fonction de l'«audience» que l'on voulait atteindre de temps à autre avec ces gadgets politiques. Dans un certain sens, l'antipolitique n'était rien d'autre que la confirmation que les mythes de l'idéologie bourgeoise, en particulier le mythe de la démocratie dans laquelle l'individu est le pivot de tout, avaient été usés par le système politique des partis traditionnels: les partis, avec leurs programmes valables pendant des décennies, avec leur structure bureaucratique et compliquée, avec leurs idéologies de division, avec leurs mille coteries et leurs mille «courants» devaient être enterrés et à leur place devaient naître des «mouvements», plus légers, plus engageants, plus populaires et moins bureaucratiques, répondant non pas à des programmes politiques complexes, mais à des personnes-leaders, à des ducs.

La société capitaliste, d'un point de vue économique-productif et social, impose un développement politique correspondant à sa dynamique objective, à ses déterminations matérielles et, si son développement va vers la concentration et la centralisation, vers le système des monopoles, comme c'est le cas partout dans sa phase impérialiste, la politique bourgeoise est obligée de répondre sur la même longueur d'onde, sans toutefois perdre sa fonction de soutien des intérêts, même conflictuels, des différentes factions bourgeoises et, surtout, sans perdre sa fonction

(Suite en page 16)

L'ancien «Cavaliere» est mort, mais pas le berlusconisme

(Suite de la page 15)

tion de tromper les masses, et le prolétariat en particulier, sur le rôle qui leur est dévolu dans la société: de peuple de bœufs à chaque scrutin, de force productive à exploiter au maximum à chaque cycle de production dans lequel le capital doit être valorisé.

Que tout cela se passe en temps de paix ou en temps de guerre, dans des zones de paix ou dans des zones de guerre, ce n'est jamais la faute d'un roi ou d'un premier ministre, ni même d'une combinaison fatale d'événements négatifs. La politique bourgeoise suit les événements objectifs de l'économie capitaliste et ses contradictions, et se transforme en politique de guerre dans la mesure où les contrastes entre les États ne peuvent être résolus d'une autre manière. Quoi qu'il en soit, en paix comme en guerre, ceux qui gagnent sont toujours les bourgeois, ceux qui perdent, et beaucoup, sont toujours les prolétaires.

La facilité avec laquelle Berlusconi et le berlusconisme se sont imposés dans les saisons de la politique italienne - même lorsque Berlusconi n'était pas au gouvernement - est due à une politique que la démocratie bourgeoise a héritée, depuis l'après-Seconde Guerre mondiale, du fascisme: la politique de **collaboration de classe**. La caractéristique de cette politique est précisément de lier les objectifs et les intérêts de la classe ouvrière aux objectifs et aux intérêts de la classe capitaliste, en les faisant passer pour le «bien commun». Considérant comme acquis et irréversible que la société est entre les mains des capitalistes - qui possèdent tout -, ce «bien commun» est atteignable et peut perdurer tant que les travailleurs soumettent leurs intérêts particuliers à l'intérêt général des entreprises dans lesquelles ils travaillent, et du pays dans lequel ils vivent. Entreprises et pays se rendent la pareille: les entreprises au niveau de la carrière personnelle de chaque employé en fonction du «mérite» montré aux chefs d'entreprise, le pays au niveau de la politique sociale, comme les impôts, les concessions de logement, etc.; des plans qui n'ont pas amélioré les conditions de vie et de travail des prolétaires, car en fait, au cours des trente dernières années, elles ont été rendues de plus en plus flexibles et précaires, tandis que les impôts ont augmenté et les salaires ont diminué.

La politique bourgeoise n'échappe pas aux diktats imposés par les rapports de force entre potentats économique-financiers et entre États, et la politique de

la bourgeoisie italienne ne peut échapper au conditionnement généré par sa dépendance à l'égard de l'atlantisme dirigé par les États-Unis qui, sur la vague de la victoire dans la deuxième guerre impérialiste mondiale, a imposé à l'Italie une subalternité de plus en plus forte, d'autant plus face à des forces sociales et politiques qui tendent en partie à se faire les porte-parole des intérêts de l'impérialisme adverse, celui de la Russie, pour laquelle - surtout au cours des trente dernières années - c'est précisément la droite dite «modérée», et Berlusconi en premier lieu, qui a remplacé les relations amicales avec Moscou qui étaient autrefois le «patrimoine» du PCI et de ses chefs. Mais ces relations amicales répondaient, comme il était logique, à des intérêts privés très précis, des intérêts qui n'étaient pas seulement canalisés vers Moscou, mais vers toute autre capitale du pouvoir et de l'argent avec laquelle interagir.

Voilà donc que le berlusconisme - la politique qui mêle profit, opportunisme, corruption, népotisme, transformisme, consumérisme et, bien sûr, machisme - dans un pays comme l'Italie où le «chiagni e fotti» (5) est l'art de la victimisation systématique et hypocrite, ne meurt pas avec le premier grand délinquant à avoir les honneurs d'un enterrement d'État et d'un jour de deuil national !

Les prolétaires italiens, intoxiqués par l'obsession du football, par la spectacularité et l'insolence avec lesquelles les puissants vivent et crèvent, sont amenés à considérer les conditions d'existence dans lesquelles ils sont contraints de vivre et les conditions d'exploitation auxquelles ils sont soumis jour après jour, comme des conditions permanentes dont l'amélioration ne dépend que du bon cœur des capitalistes et des politiciens qui en défendent les intérêts, auprès desquels ils délèguent l'église, les syndicats, les partis parlementaires, de droite et de gauche, pour plaider leur cause. Trop d'années de luttes décevantes, démoralisantes, menées par des collaborationnistes de toutes espèces, par des politiciens berlusconiens et antiberlusconiens, pèsent lourdement sur leurs épaules; la corruption économique et matérielle, la corruption politique et idéologique ont produit un rejet généralisé de la politique au sens de l'organisation des ressources matérielles et immatérielles disponibles pour répondre aux besoins sociaux de toute une communauté; au sens d'une lutte non pas entre individus, entre sectes, entre factions, mais entre classes opposées et antagonistes que personne n'a inventées, mais que l'histoire même du développement économique et social a produites. La politique est au contraire assimilée à l'intérêt privé, à la cor-

ruption, à un moyen facile de s'imposer aux autres en piétinant leurs droits et leurs besoins: telle est la conception de la politique que la bourgeoisie répand dans les faits, tandis qu'elle élève des hymnes candides à la liberté, à l'égalité, au droit à une vie digne...

De même que dans le passé, de même dans le présent et surtout dans l'avenir, la politique **prolétarienne** a eu, a et aura un poids fondamental, non pas pour le monde individuel misérable, mais pour la seule lutte qui pourra amener l'ensemble de la société à une issue complètement opposée à celle à laquelle la politique **bourgeoise** l'a conduite jusqu'à présent et la conduira inévitablement encore: la lutte révolutionnaire prolétarienne, par laquelle la classe productive par excellence, la classe des travailleurs salariés, unie sous un même programme politique, dirigée par un seul et même parti communiste révolutionnaire, aura pour objectif principal le renversement de l'État bourgeois et de tout son système corrompu et corrupteur d'administration des ressources productives et sociales, à la place duquel il érigea le pouvoir dictatorial de la classe prolétarienne dont le but sera la transformation de fond en comble de toute la société et de son économie non plus basée sur le capital et le travail salarié, donc non plus sur les marchandises et le marché, mais sur la production de biens utilitaires pour la satisfaction exclusive des besoins de la communauté humaine. La perspective est celle du **communisme**, tel que l'entendaient Marx et Engels, et contre lequel - de son point de vue, bien sûr - Berlusconi, comme toute la grande bourgeoisie à laquelle il appartenait, a lutté par tous les moyens, les siens, légaux et illégaux, et ceux que l'État lui mettait à disposition.

18/06/2023

(1) Voir <https://www.quirinale.it/elementi/92089>

(2) Le «tangenteopoli» était un système de corruption et de financement illégitimes en faveur des partis, touchant de nombreuses «personnalités» politiques; il fut mis à jour par les enquêtes de l'opération «Mani pulite» (mains propres) dans les années 1990.

(3) Dans l'expression honorifique «Sua Eminenza» («Son Éminence»), le terme Eminenza a été remplacée par «Emittenza», terme qui désigne un réseau émetteur de radios et télévisions.

(4) Les «olgettine» sont les call-girls que Berlusconi invitait dans ses fêtes privées à sa résidence via Olgettina à Milan.

(5) Expression populaire napolitaine utilisée pour stigmatiser une attitude vicieuse, opportuniste et hypocrite.

Présentation de la réédition de «Dialogue avec les morts» (extraits)

Du 14 au 25 février 1956 a eu lieu le XXe congrès du PCUS, le parti qui, depuis 1926, avec la théorie stalinienne du «socialisme dans un seul pays», s'est transformé de parti révolutionnaire en parti contre-révolutionnaire.

En réponse à ce congrès, où tous les textes théorico-politiques qui avaient caractérisé la propagande russe pendant trente ans avaient été révisés et remplacés par de nouveaux textes, falsifiant également le marxisme, notre parti – après avoir «répondu» en 1952 par le *Dialogue avec Staline* (1) au *Manuel d'économie politique* qui rassemblait certains écrits de Staline (parus plus tard sous le titre *Problèmes économiques du socialisme en URSS*, en polémique avec trois importants économistes russes qui avaient posé une série de problèmes sur l'économie de la Russie «socialiste») – a publié précisément ce *Dialogue avec les morts*.

(...)

Dans le *Viatique pour les lecteurs* qui précède le texte, on expliquait succinctement la nécessité de notre nouvelle «réponse» après que, avec le XXe congrès du PCUS, lorsque la *nomenclatura* soviétique fit tomber le «père de la patrie» Staline de son piédestal pour ouvrir davantage la Russie au développement du capitalisme national et au marché international, mais avec la prétention de continuer à parler «la langue de Marx et de Lénine». La critique des méthodes répressives que le stalinisme a appliquées à tous ceux qui lui résistaient – des tristement célèbres «purgés» des années 1930 au massacre des paysans, notamment en Ukraine, qui ne voulaient pas se plier à la «collectivisation forcée» – ne nous a jamais incité à rejoindre le chœur bourgeois et petit-bourgeois qui condamnait la violence et la terreur au nom de la démocratie et de la collaboration de classe. Les «*pitoyables contorsions du XXe congrès et la comédie de l'abjuration de Staline*» ont prétendu être interprétées comme un retour aux classiques de la doctrine marxiste, alors qu'en réalité, elles étaient un pas de plus vers les superstitions classiques de l'idéologie bourgeoise centrées sur le «*respect sacré de la personne humaine*», du marché et des puissances impérialistes avec lesquelles la Russie de Staline avait forniqué avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale.

(...)

Le travail de notre parti d'hier, surtout de la part d'Amadeo Bordiga et des camarades qui partageaient avec lui toute la formulation du travail du parti tant sur le plan théorique que sur le plan

politico-tactique et organisatif (approche qu'une tendance activiste-velléitaire, présente dans le parti depuis sa fondation en 1943, fut au cœur de la scission de 1952 entre ceux qui suivirent Damen avec *Battaglia Comunista* et Bordiga avec *il Programma Comunista*), s'était fixé comme objectif premier la restauration de la doctrine marxiste et, par conséquent, la formation de l'organe révolutionnaire par excellence, le Parti Communiste International. La *question russe* – c'est-à-dire la question liée à la révolution prolétarienne victorieuse en Russie en octobre 1917, à la fondation de l'Internationale Communiste en 1919 et à ses thèses des IIe, IIIe et IVe congrès, à l'échec de la révolution victorieuse en Europe occidentale et à ses causes, à l'isolement de la Russie soviétique et au processus de dégénérescence qui a autant frappé l'I.C. que le parti bolchévique russe et, par conséquent, tous les partis membres de l'I.C., et à l'avancée et à la victoire de la contre-révolution bourgeoise dite stalinienne vis-à-vis prolétariat mondial –, ne pouvaient qu'être au centre du bilan dynamique des événements historiques qui ont secoué la première moitié du XXe siècle. D'autre part, ce travail de bilan ne pouvait être mené qu'en même temps que la restauration de la doctrine marxiste par le courant marxiste le plus cohérent et le plus intransigeant qui s'était constitué dans les années précédant la première guerre impérialiste mondiale et qui représentait – au-delà de sa réelle consistance numérique – le lien direct possible et nécessaire avec les forces du communisme révolutionnaire qui conduiront le mouvement communiste dans la révolution russe et dans la lutte révolutionnaire en Europe dans les années cruciales de la première guerre impérialiste et de son après-guerre: le courant de la Gauche Communiste d'Italie.

Le courant marxiste russe, qui avait en Lénine son représentant le plus important et au sein du parti bolchévique qu'il dirigeait dans sa meilleure mise en œuvre formelle, n'a pas trouvé en Europe occidentale un parti d'une telle qualité, théoriquement solide et trempé dans des batailles classistes contre le réformisme, le syndicalisme révolutionnaire, l'anarchisme, le social-chauvinisme et le nationalisme, si ce n'est dans le courant de gauche du Parti Socialiste Italien (le seul parti socialiste, avec le parti serbe, à ne pas avoir voté les crédits de guerre), courant qui allait former le Parti communiste d'Italie, *section de l'Internationale Communiste*, en 1921.

(...)

Comme le rappelle le texte de 1957,

Le marxisme et la Russie (4), la révolution qui avait eu lieu en Russie avait une double tâche: renverser l'empire médiéval et aristocratique-militaire et renverser la bourgeoisie capitaliste qui était arrivée au pouvoir, pour greffer la révolution prolétarienne (réaliser la révolution permanente, chère à Trotsky) dans l'exceptionnel cycle historique ré-

(Suite en page 18)

**Réédition de
«Dialogue
avec les Morts»
Editions Programme**
(Brochure; A4; 90 p.; 4 € / 10 CHF)

Sommaire

- Présentation de la réédition de «Dialogue avec les Morts»
- Viatique pour les lecteurs
- Première journée
- Seconde journée
- Troisième journée: *Matinée*
- Troisième journée: *Après-midi*
- Troisième journée: *Fin d'après-midi*
- Troisième journée: *Soirée*
- Compléments au dialogue avec les morts:
 - a) *Repli et déclin de la révolution bolchévique*
 - b) *L'opposition mensongère entre les formes sociales de Russie et d'Occident / Le système socialiste à la Fiat?*
- «Le dialogue avec Staline» sommaire - synthèse

**Parti communiste
international**

(«le prolétaire», «programme communiste»)

**DIALOGUE
AVEC
LES MORTS**

Le XXe Congrès du
Parti Communiste Russe

Editions Programme
Textes du parti communiste international

11

Présentation de la réédition de «Dialogue avec les morts» (extraits)

(Suite de la page 17)

volutionnaire bourgeois. Une telle tâche ne pouvait être assumée que par le prolétariat, seule classe révolutionnaire jusqu'au bout de l'époque moderne, seule classe pouvant entraîner derrière elle, grâce à la direction du parti prolétarien, l'immense paysannerie russe. Mais la conquête du pouvoir politique, prioritaire et nécessaire pour la révolution du prolétariat dans tous les pays, avait face à elle la grave situation économique d'un pays non seulement ravagé par la guerre, mais caractérisé par une économie particulièrement arriérée où coexistaient l'économie primitive, le servage et l'économie capitaliste, et donc le salariat. Seule la victoire de la révolution prolétarienne dans un pays capitaliste avancé – l'Allemagne – aurait pu accélérer le développement des forces productives en Russie et renforcer le pouvoir politique du communisme révolutionnaire au niveau international. Pour Lénine, Trotsky et tous les marxistes révolutionnaires, la révolution d'Octobre en Russie n'était en fait que le premier maillon de la révolution internationale. Dans la vision de Marx-Engels et de Lénine, la victoire révolutionnaire en Allemagne après celle en Russie ouvrirait les portes à la révolution prolétarienne mondiale par vagues successives, d'abord en Europe (Italie, France, Angleterre) puis en Amérique, en Chine, au Japon. Mais, laissée à elle-même, la Russie révolutionnaire a subi les fatales conséquences économiques et politiques de la contre-révolution en marche, cédant – malgré les tentatives de maintenir cette vision vivante, comme Lénine l'affirmait lorsqu'il parlait de vingt ans de bonnes relations avec les paysans, et Trotsky lorsque, face à Staline, il déclarait que la Russie révolutionnaire pouvait résister même pendant cinquante ans – progressivement sur le plan politique et théorique jusqu'à ce que la perspective de la révolution communiste internationale se transforme avec Staline en une théorisation de la construction du socialisme dans un seul pays, aussi arriéré que l'était la Russie.

(...)

Le cycle contre-révolutionnaire, en décrivant inexorablement sa trajectoire, a inévitablement débouché sur la deuxième guerre impérialiste mondiale dans laquelle l'affrontement entre les États les plus forts visait à établir un nouvel ordre mondial différent de celui qui était sorti de la première guerre im-

périaliste. Et dans cette deuxième guerre impérialiste, la participation active de la Russie stalinienne à l'un des deux blocs impérialistes, a démontré concrètement qu'elle était désormais – au grand dam de Trotsky – aux yeux des communistes révolutionnaires et internationalistes survivants de l'holocauste contre-révolutionnaire – une puissance irréversiblement contre-révolutionnaire engagée comme toutes les autres puissances impérialistes non seulement dans la lutte pour la conquête de territoires économiques à son profit, mais surtout dans la lutte contre le prolétariat, tant comme classe bourgeoise internationale, que comme classe opérant au niveau national dans chaque pays.

(...)

L'Internationale Communiste, née pour unir les partis communistes du monde en une organisation mondiale unique et compacte visant à diriger le mouvement prolétarien, en particulier dans les pays capitalistes développés, aurait dû être le point culminant du communisme révolutionnaire, non seulement d'un point de vue programmatique, en réunissant sous son égide les partis communistes de tous les pays, mais aussi d'un point de vue politico-tactique. Et en effet, les thèses de son IIe Congrès en 1920, auquel la Gauche Communiste d'Italie avait également apporté une contribution importante, constituaient le plus haut niveau jamais atteint par le mouvement communiste international. Les défaillances tactiques, dues surtout à la faiblesse théorico-programmatique des partis communistes des pays les plus importants après la Russie, l'Allemagne et la France, et justifiées par l'urgence de profiter d'une situation considérée comme encore favorable à la révolution en Europe, commencèrent avec la tactique du front unique *politique* (en 1921) et, plus tard, avec l'acceptation au sein de l'I.C. de partis sympathisants pour assurer la soi-disant «conquête des masses», avec les mots d'ordre de «gouvernement ouvrier» ou même de «gouvernement ouvrier et paysan» passant comme des synonymes de dictature du prolétariat, etc... Ainsi s'ouvrit dans le puissant bloc théorico-programmatico-tactique établi au IIe Congrès de l'I.C. une brèche qui ne se referma plus (6). La dégénérescence opportuniste s'empara de l'Internationale Communiste et du parti bolchévique qui en avait objectivement la direction. Il était inévitable d'en arriver à la théorie du «socialisme dans un

seul pays» pour justifier le repli de la Russie révolutionnaire dans les limites de la seule révolution bourgeoise et de la contre-révolution mondiale contre le prolétariat international.

(...)

Juin 2023

(1) Le *Dialogue avec Staline*, qui fait partie de la série *Sur le fil du temps*, fut publié dans les numéros 1 à 4 entre octobre et décembre 1952 dans *Il programma comunista*. Rassemblé ensuite en un petit volume pour les Edizioni Prometeo en avril 1953, il a été réédité en 1975 par les Edizioni Sociali, Borbiago (VE). Dans une édition plus récente (Reprint «il comunista» n° 15, septembre 2022), nous avons ajouté plusieurs compléments en annexe.

(...)

(4) Paru initialement sous le titre *7 novembre 1917-1957. Quarant'anni di una organica valutazione degli eventi di Russia nel drammatico svolgimento sociale e storico internazionale* dans *il programma comunista* n° 21, 8-25 novembre 1957. Paru ensuite en français sous le titre *Le marxisme et la Russie* dans la revue *programme communiste* n° 68 (1975)

(...)

(6) Voir notamment à ce sujet l'article de A. Bordiga, *Il pericolo opportunista e l'Internazionale*, publié dans *L'Unità* le 30/9/1925; également dans A. Bordiga, *Scritti 1911-1926*, vol. 9, pp. 135-151, Fondazione Amadeo Bordiga, Formia 2021.

Soutenez la presse internationale du parti ! Souscrivez !

- «le prolétaire» Journal bimestriel
- «Programme comunista» : Revue théorique en français
- «il comunista» : Journal bimestriel en italien
- «el proletario» : Journal en espagnol
- «el programa comunista» : Revue théorique en espagnol
- «Suplemento Venezuela» al «programa comunista»
- «Proletarian» : Supplément en anglais au «prolétaire»
- «Communist Program» : Revue théorique en anglais.



Visitez notre site
internet:
[https://
www.pcint.org](https://www.pcint.org)

A propos de la guerre en Ukraine L'internationalisme prolétarien et le défaitisme révolutionnaire dans la tradition marxiste

Au moment où nous écrivons la guerre en Ukraine redouble d'intensité. La fameuse contre-attaque ukrainienne, annoncée sur tous les tons depuis des mois par la propagande occidentale (après qu'elle ait avec autant d'assurance une attaque russe qui n'est jamais venue), s'épuise dans des combats meurtriers. Les pays de l'OTAN, désireux de poursuivre la guerre jusqu'au dernier ukrainien, continuent d'accroître leurs livraisons d'armes. Les dernières en date vont être des «armes à sous munitions» fournies par les Etats-Unis en dépit du traité de l'ONU les interdisant à cause des ravages qu'elles causent aux civils des années après la fin du conflit comme le démontre encore aujourd'hui le Cambodge. Il est vrai que ni les Etats Unis, ni la Russie ni l'Ukraine, n'ont signé ce traité; quant aux pays de l'OTAN signataires ils laissent faire: nouvelle démonstration que ces traités ne sont que des chiffons de papier. La guerre a des conséquences désastreuses pour les prolétaires, que ce soit au front où ils sont transformés en chair à canon ou à l'arrière ils restent de la chair à exploitation, mais à un degré supérieur, ou dans l'émigration forcée. Elle en a aussi au plan international en aggravant les facteurs de crise que la bourgeoisie fait toujours payer au prolétariat. Comparé à la situation des prolétaires des deux côtés du front des épisodes comme la tragi-comédie de la «rébellion» de la milice Wagner et de sa pseudo marche sur Moscou n'ont pas d'importance: ce n'est pas des dissensions au sein des classes dirigeantes et de leurs hommes de main que peut venir le salut du prolétariat, mais seulement de la reprise de ses traditions de lutte classiste.

Chaque fois que l'histoire lance les Etats impérialistes les uns contre les autres dans des guerres forcément barbares, forcément suceuses de sang, forcément injustes, toute la panoplie politique de l'opportunisme (1) se met en émoi devant le désastre humain qu'elles représentent et se disperse dans toutes les directions politiques allant des appels à la paix ou à la retenue des belligérants, au soutien à la guerre de l'un ou l'autre camp estampillé du sceau de la vertu démocratique qui défend les droits humains ou de la victime innocente contrainte à la guerre. Toutes ces variations politico-musicales sur un même thème, dans la même octave, se relient entre elles et en chœur dans la défense du camp de sa nation, de son Etat, de son capitalisme. Ce faisant, l'opportunisme confirme agir comme représentant de la domination bourgeoise sur les prolétaires, comme représentant de l'exploitation des prolétaires par le capital.

L'attitude politique qui consiste à transformer une guerre impérialiste à laquelle participe sa bourgeoisie pour la défense de ses intérêts – que cette guerre soit directe ou par procuration comme cela est le cas avec l'Ukraine – en une guerre juste, méritant le soutien de la classe ouvrière afin de renforcer les forces du bien démocratique contre celles du mal autocratique, est totalement à bannir de la ligne politique internationaliste du prolétariat. Il en est de même pour l'attitude pacifiste trompeuse, qui masque la nature profonde de la guerre, qui déforme ses causes matérielles réelles, donc qui éloigne la classe ouvrière de ses perspectives et devoirs classistes et internationalistes, pour finalement toujours dans l'histoire, rallier le camp des bellicistes, voter les crédits de guerre et honorer la bravoure son l'armée nationale.

Dans ces situations où les conflits entre puissances capitalistes quittent le ter-

rain de la guerre économique pour glisser sur le terrain de l'affrontement militaire, la bourgeoisie a plus que jamais besoin de l'alignement des prolétaires sur ses intérêts nationaux, notamment pour le pousser à accepter les sacrifices directs et indirects de la guerre et à mettre de côté sa lutte pour la défense de ses conditions de vie propres à sa classe. Aujourd'hui, plus la guerre empire, plus elle entraîne les puissances occidentales dans une escalade et une spirale incontrôlables, et plus s'amplifie cette exigence d'alignement; elle se renforcera toujours sauf si la classe ouvrière sort de cette ornière de la collaboration de classe, sort donc aussi de l'indifférence feinte ou non et embarrassée face à la guerre, ou de son empathie vis-à-vis de l'engagement guerrier de sa bourgeoisie justifié par les massacres de civils, en renouant avec une lutte classiste et indépendante des intérêts nationaux.

Les prolétaires dudit Occident doivent toujours se rappeler que ce sont leurs frères de classe **ukrainiens et russes** qui sont les victimes de la guerre impérialiste en cours sur le champ de bataille de l'Ukraine et ceci quelle que soit la perception politique qu'ils peuvent en avoir et quel que soit d'un côté ou de l'autre la comptabilité morbide du nombre de victimes civiles et militaires ou la comparaison voyeuriste entre les atrocités de l'armée russe et les «civilités» de l'armée ukrainienne.

Pas un sous pas un arme pour la guerre, refus d'ordre, insubordination, rébellion et mutinerie des prolétaires mobilisés, fraternisation des combattants des deux camps, propagande pour le défaitisme révolutionnaire, autant de mots d'ordre et d'objectifs de lutte qui résonnent aux oreilles des internationalistes, qui rappellent les grandes luttes insurrectionnelles du prolétariat russe et allemand à la fin de la première guerre mondiale et qui reflètent le grand principe

d'internationalisme appliqués à la question de la guerre.

Ce grand principe dont découle toute l'action du prolétariat s'est celui de la transformation de la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire contre la domination bourgeoise, contre la société capitaliste, contre la société de classes, contre l'aveuglement nationaliste et chauvin qui paralyse la classe ouvrière. Il a toujours guidé les communistes. Depuis le *Manifeste du parti communiste* de Karl Marx et Friedrich Engels, publié en 1848, qui proclamait que «*Les ouvriers n'ont pas de patrie*» et «*Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*», la position des communistes d'alors par rapport à la guerre entre les nations bourgeoises formées et abouties, devenues aujourd'hui impérialistes, entre les patries des unes et des autres bourgeoisies nationales, a toujours été limpide: le prolétariat ne participe pas à ces guerres quelles qu'en soient les causes formelles et apparentes et quels qu'en soient les présumés coupables, ni d'un côté ni de l'autre. Sa position n'est en tout cas pas attentiste de la fin des hostilités dans un repli sur lui-même, elle est offensive contre sa bourgeoisie, son Etat et son armée. Il lui déclare la guerre de classe. D'un côté comme de l'autre des tranchées, les prolétaires doivent souhaiter la défaite de leur propre camp, de leur propre bourgeoisie nationale et ce souhait ne doit pas rester platonique mais doit trouver sa réponse dans la lutte de classe contre la guerre impérialiste, par la révolution prolétarienne et internationale contre cet ordre mondial établi qui transforme les prolétaires de chair pour le capital en chair pour les canons.

Bien sûr cette perspective, dans la situation d'amortissement social général du prolétariat, est un objectif qui apparaît lointain, mais dans toute activité immédiate contre la guerre impérialiste, fût-elle de seule propagande, se dévier d'un cheveu de cette ligne provoquerait immanquablement les glissements vers des positions pacifistes de compromis avec la bourgeoisie. L'histoire nous enseigne la nécessaire rigueur sur ces questions. De la même manière qu'on revient au *Manifeste* pour aborder les grands principes du communisme, il faut revenir à la guerre franco-prussienne de 1870-1871 pour comprendre comment ces principes ont été appliqués dans la question des guerres bourgeoises de cette période et comment ils se sont pratiquement manifestés dans la lutte politique.

L'Allemagne en pleine effervescence révolutionnaire démocratique est le berceau du communisme, ses protagonistes les plus éminents que furent Wilhelm Liebknecht et August Bebel, ont été confrontés à cette guerre que «leur» bourgeoisie pensait si

(Suite en page 20)

A propos de la guerre en Ukraine

L'internationalisme prolétarien et le défaitisme révolutionnaire dans la tradition marxiste

(Suite de la page 19)

« juste », puisque la France s'opposait à l'unification de l'Allemagne et la Prusse, et ils durent défendre comme députés au Reichstag les principes de l'internationalisme communiste contre la guerre de Bismarck. A ce moment-là, tous les deux appartenaient au SDAP (Sozialdemokratische Arbeiterpartei, parti ouvrier social démocrate), qu'ils avaient eux-mêmes fondé en 1869 au Congrès d'Eisenach, qui était membre de l'AIT (l'Association Internationale des Travailleurs, dite Première Internationale) et en défendait programmatiquement le principe fondamental de l'internationalisme. En juillet 1870, en accord avec leurs principes, ils s'abstiendront de voter les crédits de guerre au Reichstag et en novembre ils s'élèveront contre une nouvelle demande de crédits des hobereaux de la guerre et s'opposeront à l'annexion de l'Alsace et la Lorraine. Pour ce crime politique, ils seront tous les deux arrêtés en décembre et condamnés à deux ans de forteresse pour haute trahison. Au nom de l'**unité de la classe ouvrière de tous les pays** et sans jamais rentrer dans le jeu des argumentaires bourgeois allemand ou français sur la justesse de la guerre, ils ont magistralement défendu ce principe gravé dans le marbre de l'histoire ouvrière : l'internationalisme.

Mais leur juste rigueur programmatique ne résista malheureusement pas aux poussées du socialisme collaborationniste en Allemagne.

Dans cette période historique, le prolétariat allemand s'attela aux tâches d'organisation politique de sa classe en parti. Il existait deux partis se réclamant du socialisme : l'ADAV (Association générale des travailleurs allemands) sous l'influence du très réformiste, opportuniste et aristocratique Lassalle ainsi que le parti de Liebknecht, Bebel et Bracke cité plus haut, le SDAP.

Leur fusion au Congrès de Gotha en 1875, qui avait le parfait accord de Marx, se fit sur la base d'un programme largement inspiré du lassallisme qui s'attira les foudres de Marx et d'Engels (voir *Critique du programme de Gotha* de Marx). Foudres qui allèrent aussi frapper Liebknecht et Bebel, coupables de s'être laissé imposer un programme qui, en faisant la part belle aux hérésies de Lassalle, n'avait plus rien de révolutionnaire et d'internationaliste et se transformait en salmigondis de principes bourgeois chimériques sur la nation, réduisant l'internationalisme à une vague « fraternité internationale des peuples » qui n'imposait aucun devoir aux communistes et à la classe ouvrière.

La critique de Marx et d'Engels appuyait donc tout son poids sur la ques-

tion de l'internationalisme ouvrier. Engels, dans une lettre adressée à Bebel en 1875 (2), souligne que le devoir du parti était de « (...) faire de l'agitation contre la menace ou le déchainement effectif de guerre ourdies par les cabinets, et se comporter comme on l'a fait de manière exemplaire en 1870 et 1871 (référence au refus des crédits de guerre, Ndr.) (...) ».

Les deux phares du socialisme allemand avaient donc éteint leur lanterne et perdu leur chemin si clair auparavant!

Dans cette même lettre, après avoir posé comme première condition d'unification des deux partis le rejet du principe lassalliste de l'« aide de l'Etat » pour faciliter la formation d'associations ouvrières, bases de la société lassallienne du socialisme petit-bourgeois, Engels passe à la deuxième condition : « Deuxièmement, le principe de l'internationalisme du mouvement ouvrier est pratiquement repoussé dans son entier pour le présent, et ce, par des gens qui, cinq ans durant et dans les conditions les plus difficiles, ont proclamé ce principe de la manière la plus glorieuse. Si des ouvriers allemands sont à la tête du mouvement européen, ils le doivent essentiellement à leur attitude authentiquement internationaliste au cours de la guerre. Aucun autre prolétariat n'aurait pu ainsi bien se comporter. Or aujourd'hui que partout à l'étranger les ouvriers revendiquent ce principe avec la même énergie que celle qu'emploient les divers gouvernements à réprimer toute tentative de s'organiser, c'est à ce moment qu'ils devraient le renier en Allemagne ! Que reste-t-il dans tout ce projet de l'internationalisme du mouvement ouvrier ? Pas même une pâle perspective de coopération future des ouvriers d'Europe en vue de leur libération ; tout au plus une future « fraternité internationale des peuples » - les « Etats-Unis d'Europe » des bourgeois de la "Ligue de la paix". » (3).

Pour Engels, la force et l'influence politique du communisme comme doctrine et programme dans la classe ouvrière se forment sur les questions aussi basiques et vitales que peuvent être l'internationalisme et la position contre la guerre, toutes deux **inflexiblement** liées. Reculer sur ces questions, comme on put le faire Liebknecht et Bebel quelques années après leur magnifique combat contre la guerre prussienne en France, c'est abandonner le terrain de classe, abandonner toute perspective révolutionnaire, abandonner les fondements du communisme et s'en remettre finalement à l'idéologie du pacifisme bourgeois vulgaire.

Cette leçon, que reprendra Lénine dans sa lutte pour le défaitisme révolutionnaire et contre le pacifisme, le nationalisme et le chauvinisme qui divisaient les rangs ouvriers, est plus que jamais valable aujourd'hui, mais il reste à la faire revivre dans les rangs du prolétariat.

Notes:

(1) Par opportunisme nous désignons dans cet article toutes les écoles du réformisme bourgeois ou assimilées. Pour la France, des sociaux-démocrates de gauche de l'hémicycle, y compris l'« extra-gauche » mélanchoniste, aux rescapés parlementaires refardés du stalinisme, aux organisations thématiques écologistes, mais aussi à tout l'arc de l'« extrême-gauche » dont les positions souvent très tortueuses cachent tant bien que mal la réalité d'un pacifisme contre-révolutionnaire.

(2) Cf. *Lettre de Engels à August Bebel*, du 18-28 mars 1875. In *La social-démocratie allemande*, éd. 10/18.

(3) Ibidem

Points de contact:

Aix, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

Correspondance :

Pour la France : Programme, 15 Cours du Palais, 07000 Privas
Pour la Suisse : Pour contact, écrire à l'adresse en France.

Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Troisième liste 2023

Aix: 95,00 / Claude: 24,50 / François: 7,50 / Frederic: 38,50 / Noël: 142,50 / Paris: 1000,00 / Pour la dictature du prolétariat international, vers le communisme mondial: 76,50

Total liste: 1384,50

Total général: 3584,50

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Abonnement au « prolétaire »: 7,5 € / 15 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 30 FS / £ 15.

« programme communiste » (Revue théorique), le numéro: 4 € / 8 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 64 FS / £ 24 / Amérique latine: US \$ 12 / USA et Cdn: US \$ 32.

« il comunista », le numéro: 2 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 10 € / 25 FS / £ 6. **Abonnement de soutien:** 20 € / 50 FS / £ 12.

« el programa comunista », le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6.

Versements: timbres-poste ou chèque à l'ordre de: Dessus / Les prix sont indiqués pour la vente au numéro. Pour les envois postaux, veuillez nous contacter. **Imprimé par nos soins.**